

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 893

16 avril 2013

SOMMAIRE

| | | | |
|--|-------|---|-------|
| Adventura Holding S.à r.l. | 42864 | First Atlas (IX) Lux S.A. | 42831 |
| Aicy International S.A. | 42822 | GFI Software S.A. | 42822 |
| AJYR Investissement S.A. | 42821 | Hanseatic Retail S.A. | 42820 |
| AJYR Investissement S.A. | 42822 | Hanseatic Retail S.A. | 42820 |
| AJYR Investissement S.A. | 42821 | HayFin Topaz LuxCo 3 S.C.A. | 42820 |
| Alexis Project Contractors S.A. | 42862 | H.B.F. LIMITED S.A. | 42820 |
| Ant S.A. | 42822 | HKL Investments (PPI) Sàrl | 42820 |
| Aqua Paradise Luxembourg S.à r.l. | 42822 | Neos Consulting | 42863 |
| Ascona-Tankschiffahrt S.à r.l. | 42821 | Orgo Investments S.à r.l. | 42825 |
| Bara S.A. | 42821 | Rock Holdings S.à r.l. | 42818 |
| Barnes & Fitch S.à r.l. | 42863 | S.C.I. Equity Epsilon Capellen | 42823 |
| Boutique Hotel Finance S.A. | 42824 | S.C.I. Equity Eta Capellen | 42824 |
| CAS Holdco S.à r.l. | 42821 | Société de Participations François Muller | |
| CCP III UK Holdings S.à r.l. | 42849 | | 42818 |
| Cos Invest S.A. | 42823 | Squirrel AcquiCo I S.à r.l. | 42823 |
| Cosminvest SA | 42823 | Storebrand Alpha Sicav | 42818 |
| Decibel s.à r.l. | 42824 | Terra Asset Management S.A. | 42819 |
| Dreadnought Investments Limited S.à r.l. | | Thistleford S.A. | 42819 |
| | 42823 | Thistleford S.A. | 42819 |
| Ernst Friedrich G.m.b.H. | 42824 | Treveria Forty-Four S.à rl. | 42818 |
| ETTAXX SPF | 42824 | Treveria Forty-One S.à r.l. | 42819 |
| Financière Européenne de l'Immobilier | | Treveria Forty S.à r.l. | 42818 |
| S.A. | 42863 | UBS IB Co-Investment 2001 SPF SA | 42819 |

Société de Participations François Muller, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 31, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 19.463.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Esch-sur-Alzette, le 05 mars 2013.
Référence de publication: 2013031957/10.
(130038591) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

Storebrand Alpha Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 108.027.

Le Bilan au 31/01/2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 6 mars 2013.
Référence de publication: 2013031965/10.
(130039033) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

Treveria Forty S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2552 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 131.023.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 4 mars 2013.
Référence de publication: 2013031983/10.
(130038555) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

Treveria Forty-Four S.à rl., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2552 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 132.708.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 4 mars 2013.
Référence de publication: 2013031984/10.
(130038551) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

Rock Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 155.100.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Mars 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 27 Février 2013.
Rock Holdings S.à r.l.
M.P. Galliver
Manager B
Référence de publication: 2013031911/14.
(130038942) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

Treveria Forty-One S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 131.022.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 4 mars 2013.

Référence de publication: 2013031985/10.

(130038554) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

Thistleford S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.
R.C.S. Luxembourg B 94.151.

Les comptes annuels au 30 JUIN 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Référence de publication: 2013032003/10.

(130038581) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

Thistleford S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.
R.C.S. Luxembourg B 94.151.

Les comptes annuels au 30 JUIN 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Référence de publication: 2013032002/10.

(130038580) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

Terra Asset Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2240 Luxembourg, 31, rue Notre-Dame.
R.C.S. Luxembourg B 73.359.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013032000/10.

(130039186) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

UBS IB Co-Investment 2001 SPF SA, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 82.100.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 février 2013.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2013032011/14.

(130038478) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

HKL Investments (PPI) Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 54.524.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 mars 2013.

HKL Investments (PPI) S.à r.l.
Patrick van Denzen
Gérant

Référence de publication: 2013031741/14.

(130038705) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

HayFin Topaz LuxCo 3 S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R.C.S. Luxembourg B 172.856.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 65960 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013031731/10.

(130038678) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

H.B.F. LIMITED S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 130.030.

Les comptes annuels au 30 juin 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013031725/10.

(130039202) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

Hanseatic Retail S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8080 Bertrange, 1, rue Pletzer.
R.C.S. Luxembourg B 131.837.

Les comptes annuels au 30 Novembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Hanseatic Retail S.A.

Référence de publication: 2013031728/10.

(130039018) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

Hanseatic Retail S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8080 Bertrange, 1, rue Pletzer.
R.C.S. Luxembourg B 131.837.

Les comptes annuels au 30 Novembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Hanseatic Retail S.A.

Référence de publication: 2013031729/10.

(130039019) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

CAS Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 133.160.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 février 2013.

CAS Holdco S.à r.l.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Gérant B

Référence de publication: 2013031595/14.

(130038667) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

Bara S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 48.149.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013031564/10.

(130038978) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

Ascona-Tankschiffahrt S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6686 Merttert, 51, route de Wasserbillig.

R.C.S. Luxembourg B 47.417.

Koordinierte Statuten hinterlegt beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, den 05/03/2013.

Référence de publication: 2013031557/10.

(130038590) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

AJYR Investissement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8522 Beckerich, 6, Jos Seyler Strooss.

R.C.S. Luxembourg B 144.324.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013031541/10.

(130038530) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

AJYR Investissement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8522 Beckerich, 6, Jos Seyler Strooss.

R.C.S. Luxembourg B 144.324.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013031542/10.

(130038531) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

Aicy International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 37, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 68.660.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013031539/10.

(130038512) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

AJYR Investissement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8522 Beckerich, 6, Jos Seyler Strooss.
R.C.S. Luxembourg B 144.324.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013031540/10.

(130038522) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

Ant S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 12-14, boulevard d'Avranches.
R.C.S. Luxembourg B 157.148.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013031549/10.

(130038511) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

Aqua Paradise Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5C, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 97.619.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Aqua Paradise Luxembourg S.à r.l.

Référence de publication: 2013031551/10.

(130039159) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

GFI Software S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 147.127.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 février 2013.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2013031155/14.

(130038229) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2013.

S.C.I. Equity Epsilon Capellen, Société Civile.

Siège social: L-8283 Kehlen, 16, Cité Beichel.

R.C.S. Luxembourg E 1.429.

—
Extrait de résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Associés du 22.02.2013

L'Assemblée Générale Extraordinaire des Associés de la S.C.I. EQUITY EPSILON CAPELLEN réuni le 22.02.2013 a décidé à l'unanimité ce qui suit:

1. Remplacer le gérant Monsieur Mark SAMUEL par Madame Vivian CHRISTOPHER née le 05.04.1955 à Lahore (PAKISTAN), demeurant à 16, Cité Beichel, L-8283 KEHLEN.

Pour extrait conforme

Fait à Luxembourg, le 22 février 2013.

Référence de publication: 2013031364/14.

(130038124) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2013.

Squirrel AcquiCo I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 35, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 173.485.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 05 mars 2013.

Référence de publication: 2013031380/10.

(130038256) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2013.

Dreadnought Investments Limited S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 41, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 86.179.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Dreadnought Investments Limited S.à r.l.

Référence de publication: 2013031643/10.

(130039075) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

Cos Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 156.008.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013031617/10.

(130038981) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

Cosminvest SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 67.830.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013031618/10.

(130039168) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

Decibel s.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2738 Luxembourg, 13, rue Paul Wilwertz.

R.C.S. Luxembourg B 152.537.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour le gérant

Référence de publication: 2013031635/10.

(130038685) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

Boutique Hotel Finance S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 101.915.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013031575/10.

(130039040) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

ETTAXX SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 52, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 80.812.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013031666/10.

(130039165) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

Ernst Friedrich G.m.b.H., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6315 Beaufort, 2-4, route de Dillingen.

R.C.S. Luxembourg B 93.291.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Echternach, le 6 mars 2013.

Signature.

Référence de publication: 2013031664/10.

(130038797) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

S.C.I. Equity Eta Capellen, Société Civile.

Siège social: L-8283 Kehlen, 16, Cité Beichel.

R.C.S. Luxembourg E 1.430.

Extrait de résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Associés du 22.02.2013

L'Assemblée Générale Extraordinaire des Associés de la S.C.I. EQUITY ETA CAPELLEN réuni le 22.02.2013 a décidé à l'unanimité ce qui suit:

1. Remplacer le gérant Monsieur Mark SAMUEL par Madame Vivia CHRISTOPHER née le 05.04.1955 à Lahore (PAKISTAN), demeurant à 16, Cité Beichel, L-8283 KEHLEN.

Pour extrait conforme

Fait à Luxembourg, le 22 février 2013.

Référence de publication: 2013031365/14.

(130038123) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2013.

Orgo Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.
Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 175.376.

—
STATUTES

In the year two thousand and thirteen.

On the seventeenth day of January.

Before Maître Jean SECKLER, notary residing at Junglinster (Grand-Duchy of Luxembourg), undersigned.

THERE APPEARED:

The public limited company Intertrust (Luxembourg) S.A., R.C.S. Luxembourg B 5524, with its registered office at L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte,

here represented by Mr. Max MAYER, employee, professionally residing at Junglinster, 3, route de Luxembourg, (Grand-Duchy of Luxembourg), by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy signed "ne varietur" by the attorney and the undersigned notary will remain attached to the present deed, in order to be recorded with it.

The appearing party, represented by Mr. Max MAYER, pre-named, requested the undersigned notary to draw up the Constitutive Deed of a private limited company ("société à responsabilité limitée"), as follows:

Art. 1. There is hereby established a private limited company ("société à responsabilité limitée"), which will be governed by the laws in force, namely the Companies' Act of August 10, 1915 and by the present articles of association.

Art. 2. The company's name is "Orgo Investments S.à r.l."

Art. 3. The purpose of the company is the acquisition, the management, the enhancement and the disposal of participations in whichever form in domestic and foreign companies. The company may also contract loans and grant all kinds of support, loans, advances and guarantees to companies, in which it has a direct or indirect participation or which are members of the same group.

It may open branches in Luxembourg and abroad.

Furthermore, the company may acquire and dispose of all other securities by way of subscription, purchase, exchange, sale or otherwise.

It may also acquire, enhance and dispose of patents and licenses, as well as rights deriving therefrom or supplementing them.

In addition, the company may acquire, manage, enhance and dispose of real estate located in Luxembourg or abroad.

In general, the company may carry out all commercial, industrial and financial operations, whether in the area of securities or of real estate, likely to enhance or to supplement the above-mentioned purposes.

Art. 4. The registered office of the company is established in the city of Luxembourg.

The address of the registered office may be transferred within the city by simple decision of the manager or in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

The registered office may be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of shareholders deliberating in the manner provided for the amendments of the articles of association.

If extraordinary events of a political or economic nature which might jeopardize the normal activity at the registered office or the easy communication of this registered office with foreign countries occur or are imminent, the registered office may be transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such decision will have no effect on the company's nationality. The declaration of the transfer of the registered office will be made and brought to the attention of third parties by the organ of the company which is best situated for this purpose under the given circumstances.

Art. 5. The company is established for an unlimited duration.

Art. 6. The corporate capital is set at twelve thousand and five hundred Euro (EUR 12,500.-) represented by twelve thousand and five hundred (12,500) shares of one Euro (EUR 1.-) each.

When and as long as all the shares are held by one person, the articles 200-1 and 200-2 among others of the amended law concerning trade companies are applicable, i.e. any decision of the single shareholder as well as any contract between the latter and the company must be recorded in writing and the provisions regarding the general shareholders' meeting are not applicable.

The company may acquire its own shares provided that they be cancelled and the capital reduced proportionally.

Art. 7. The shares are indivisible with respect to the company, which recognizes only one owner per share. If a share is owned by several persons, the company is entitled to suspend the related rights until one person has been designated

as being with respect to the company the owner of the share. The same applies in case of a conflict between the usufructuary and the bare owner or a debtor whose debt is encumbered by a pledge and his creditor. Nevertheless, the voting rights attached to the shares encumbered by usufruct are exercised by the usufructuary only.

Art. 8. The transfer of shares inter vivos to other shareholders is free and the transfer of shares inter vivos to third parties is conditional upon the approval of the general shareholders' meeting representing at least three quarter of the corporate capital.

The transfer of shares mortis causa to other shareholders or to third parties is conditional upon the approval of the general shareholders' meeting representing at least three quarter of the corporate capital belonging to the survivors.

This approval is not required when the shares are transferred to heirs entitled to a compulsory portion or to the surviving spouse.

If the transfer is not approved in either case, the remaining shareholders have a preemption right proportional to their participation in the remaining corporate capital.

Each unexercised preemption right inures proportionally to the benefit of the other shareholders for a duration of three months after the refusal of approval. If the preemption right is not exercised, the initial transfer offer is automatically approved.

Art. 9. Apart from its capital contribution, each shareholder may with the previous approval of the other shareholders make cash advances to the company through the current account. The advances will be recorded on a specific current account between the shareholder who has made the cash advance and the company. They will bear interest at a rate fixed by the general shareholders' meeting with a two third majority. These interests are recorded as general expenses.

The cash advances granted by a shareholder in the form determined by this article shall not be considered as an additional contribution and the shareholder will be recognized as a creditor of the company with respect to the advance and interests accrued thereon.

Art. 10. The death, the declaration of minority, the bankruptcy or the insolvency of a shareholder will not put an end to the company. In case of the death of a shareholder, the company will survive between his legal heirs and the remaining shareholders.

Art. 11. The creditors, assigns and heirs of the shareholders may neither, for whatever reason, affix seals on the assets and the documents of the company nor interfere in any manner in the management of the company. They have to refer to the company's inventories.

Art. 12. The company is managed and administered by one or more managers, whether shareholders or third parties. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers, composed of manager(s) of the category A and manager(s) of the category B.

The mandate of manager is entrusted to him/them until his dismissal ad nutum by the general shareholders' meeting deliberating with a majority of votes.

In case of a single manager, the single manager exercises the powers devolving on the board of managers, and the company shall be validly bound towards third parties in all matters by the sole signature of the manager.

In case of plurality of managers, the company shall be validly bound towards third parties in all matters by the joint signatures of a manager of the category A together with a manager of the category B.

The board of managers can deliberate or act validly only if a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers. Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting. Meetings of the board of managers may also be held by phone conference or video conference or by any other telecommunication means, allowing all persons participating at such meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the passing of the resolution.

The manager(s) has (have) the broadest power to deal with the company's transactions and to represent the company in and out of court.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers, may appoint attorneys of the company, who are entitled to bind the company by their sole or joint signatures, but only within the limits to be determined by the power of attorney.

Art. 13. No manager enters into a personal obligation because of his function and with respect to commitments regularly contracted in the name of the company; as an agent, he is liable only for the performance of his mandate.

Art. 14. The collective resolutions are validly taken only if they are adopted by shareholders representing more than half of the corporate capital. Nevertheless, decisions amending the articles of association can be taken only by the majority of the shareholders representing three quarter of the corporate capital.

Interim dividends may be distributed under the following conditions:

- interim accounts are drafted on a quarterly or semi-annual basis,
- these accounts must show a sufficient profit including profits carried forward,
- the decision to pay interim dividends is taken by an extraordinary general meeting of the shareholders.

Art. 15. The company's financial year runs from the first of January to the thirty first of December of each year.

Art. 16. Each year, as of the thirty first day of December, the management will draw up the annual accounts and will submit them to the shareholders.

Art. 17. Each shareholder may inspect the annual accounts at the registered office of the company during the fifteen days preceding their approval.

Art. 18. The company may be supervised by one or several supervisory auditors, who need not be shareholders of the company. They will be appointed by the general meeting of shareholders which will fix their number and their remuneration, as well as the term of their office, which must not exceed six years.

In case the number of shareholders exceeds twenty five (25), the supervision of the company must be entrusted to one or more supervisory auditor(s).

Whenever required by law or if the general meeting of shareholders so decides, the company is supervised by one or several approved statutory auditors in lieu of the supervisory auditor(s).

The approved statutory auditors are appointed, pursuant to the related legal provisions, either by the general meeting of shareholders or by the board of managers.

The approved statutory auditors shall fulfil all the duties set forth by the related law.

The supervisory auditors and the approved statutory auditors may be re-appointed.

Art. 19. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the general expenses, the social charges, the amortizations and the provisions represents the net profit of the company.

Each year five percent (5 %) of the net profit will be deducted and appropriated to the legal reserve. These deductions and appropriations will cease to be compulsory when the reserve amounts to ten percent (10 %) of the corporate capital, but they will be resumed until the complete reconstitution of the reserve, if at a given moment and for whatever reasons the latter has been touched. The balance is at the shareholders' free disposal.

Art. 20. In the event of the dissolution of the company for whatever reason, the liquidation will be carried out by the management or any other person appointed by the shareholders.

When the company's liquidation is closed, the company's assets will be distributed to the shareholders proportionally to the shares they are holding.

Losses, if any, are apportioned similarly, provided nevertheless that no shareholder shall be forced to make payments exceeding his contribution.

Art. 21. With respect to all matters not provided for by these articles of association, the shareholders refer to the legal provisions in force.

Art. 22. Any litigation, which will occur during the liquidation of the company, either between the shareholders themselves or between the manager(s) and the company, will be settled, insofar as the company's business is concerned, by arbitration in compliance with the civil procedure.

Transitory dispositions

The first fiscal year will begin now and will end on December 31, 2013.

Subscription and Payment

The articles of association having thus been established, the appearing party, duly represented, declares to subscribe all the twelve thousand and five hundred (12,500) shares of one Euro (EUR 1.-) each.

All the twelve thousand and five hundred (12,500) shares have been paid up in cash to the extent of one hundred percent (100%) so that the amount of twelve thousand and five hundred Euro (EUR 12,500.-) is now at the free disposal of the company, evidence hereof having been given to the undersigned notary.

Expenses

The amount of costs, expenses, salaries or charges, in whatever form it may be, incurred or charged to the company as a result of its formation, is approximately valued at EUR 1,050.-.

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the company, the sole shareholder representing the entire corporate capital has taken the following resolutions:

First resolution

The following persons are appointed as manager of the category A and manager of the category B for an unlimited duration:

Manager of the category A:

- Mrs. Virginie DOHOGNE, company director, born in Verviers (Belgium), on June 14, 1975, residing professionally at L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

Manager of the category B:

- Mr. Douwe TERPSTRA, company director, born in Leeuwarden (The Netherlands), on October 31, 1958, residing professionally at L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

Second resolution

The registered office of the company is established at L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

Declaration

The undersigned notary who knows English and French, states herewith that on request of the appearing party, the present incorporation deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up at Junglinster, on the day mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the attorney, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, he signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize.

Le dix-sept janvier.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

A COMPARU:

La société anonyme Intertrust (Luxembourg) S.A., R.C.S. Luxembourg B 5524, avec siège à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte,

ici représentée par Monsieur Max MAYER, employé privé, demeurant professionnellement à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), en vertu d'une procuration sous seing privé.

La prédite procuration, signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

La comparante, représentée par Monsieur Max MAYER, pré-nommé, a requis le notaire instrumentaire de documenter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle constitue par la présente:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois en vigueur et notamment par celle modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société prend la dénomination de "Orgo Investments S.à r.l."

Art. 3. La société a pour objet l'acquisition, la gestion, la mise en valeur et l'aliénation de participations, de quelque manière que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises et étrangères. Elle peut aussi contracter des emprunts et accorder aux sociétés, dans lesquelles elle a une participation directe ou indirecte ou qui sont membres du même groupe, toutes sortes d'aides, de prêts, d'avances et de garanties.

Elle peut créer des succursales au Luxembourg et à l'étranger.

Par ailleurs, la société peut acquérir et aliéner toutes autres valeurs mobilières par souscription, achat, échange, vente ou autrement. Elle peut également acquérir, mettre en valeur et aliéner des brevets et licences, ainsi que des droits en dérivant ou les complétant.

De plus, la société a pour objet l'acquisition, la gestion, la mise en valeur et l'aliénation d'immeubles situés tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

D'une façon générale, la société peut faire toutes opérations commerciales, industrielles et financières, de nature mobilière et immobilière, susceptibles de favoriser ou de compléter les objets ci-avant mentionnés.

Art. 4. Le siège social est établi à Luxembourg-ville.

L'adresse du siège social peut être transférée à l'intérieur de la ville par simple décision du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

Dans le cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiraient ou seraient imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète des circonstances anormales. Une telle décision n'aura aucun effet sur la nationalité de la société. La déclaration de transfert de siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Art. 5. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-), représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales d'un Euro (EUR 1,-) chacune.

Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales entre ses seules mains, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la loi modifiée sur les sociétés commerciales sont d'application, c'est-à-dire chaque décision de l'associé unique ainsi que chaque contrat entre celui-ci et la société doivent être établis par écrit et les clauses concernant les assemblées générales des associés ne sont pas applicables.

La société peut acquérir ses propres parts à condition qu'elles soient annulées et le capital réduit proportionnellement.

Art. 7. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. S'il y a plusieurs propriétaires d'une part sociale, la société a le droit de suspendre l'exercice des droits afférents, jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée comme étant à son égard, propriétaire de la part sociale. Il en sera de même en cas de conflit opposant l'usufruitier et le nu-propriétaire ou un débiteur et un créancier-gagiste.

Toutefois, les droits de vote attachés aux parts sociales grevées d'usufruit sont exercés par le seul usufruitier.

Art. 8. Les cessions de parts entre vifs à des associés sont libres et les cessions de parts entre vifs à des non-associés sont subordonnées à l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant les trois quarts au moins du capital social.

Les cessions de parts à cause de mort à des associés et à des non-associés sont subordonnées à l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant les trois quarts au moins du capital social appartenant aux survivants.

Cet agrément n'est pas requis lorsque les parts sont transmises à des héritiers réservataires, soit au conjoint survivant.

En cas de refus d'agrément dans l'une ou l'autre des hypothèses, les associés restants possèdent un droit de préemption proportionnel à leur participation dans le capital social restant.

Le droit de préemption non exercé par un ou plusieurs associés échoit proportionnellement aux autres associés. Il doit être exercé dans un délai de trois mois après le refus d'agrément. Le non-exercice du droit de préemption entraîne de plein droit agrément de la proposition de cession initiale.

Art. 9. A côté de son apport, chaque associé pourra, avec l'accord préalable des autres associés, faire des avances en compte-courant de la société. Ces avances seront comptabilisées sur un compte-courant spécial entre l'associé, qui a fait l'avance, et la société. Elles porteront intérêt à un taux fixé par l'assemblée générale des associés à une majorité des deux tiers. Ces intérêts seront comptabilisés comme frais généraux.

Les avances accordées par un associé dans la forme déterminée par cet article ne sont pas à considérer comme un apport supplémentaire et l'associé sera reconnu comme créancier de la société en ce qui concerne ce montant et les intérêts.

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la société. En cas de décès d'un associé, la société sera continuée entre les associés survivants et les héritiers légaux.

Art. 11. Les créanciers, ayants droit ou héritiers des associés ne pourront pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux.

Art. 12. La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance, composés de gérant(s) de catégorie A et de gérant(s) de catégorie B.

Le mandat de gérant lui/leur est confié jusqu'à révocation ad nutum par l'assemblée des associés délibérant à la majorité des voix.

En cas de gérant unique, le gérant unique exercera les pouvoirs dévolus au conseil de gérance, et la société sera valablement engagée envers les tiers en toutes circonstances par la seule signature du gérant.

En cas de pluralité de gérants, la société sera valablement engagée envers les tiers en toutes circonstances par la signature conjointe d'un gérant de catégorie A ensemble avec un gérant de catégorie B.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer et/ou agir valablement que si la majorité au moins des gérants est présente ou représentée à une réunion du conseil de gérance. Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Le conseil de gérance peut également être réuni par conférence téléphonique, par vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication, permettant à tous les participants de s'entendre mutuellement. La participation à une réunion tenue dans ces conditions est équivalente à la présence physique à cette réunion.

Le conseil de gérance peut, à l'unanimité, adopter des résolutions par voie circulaire en donnant son accord par écrit, par câble, télégramme, télex, télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer par écrit. L'ensemble de ces documents constituera le procès-verbal justifiant de l'adoption de la résolution.

Le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour accomplir les affaires de la société et pour représenter la société judiciairement et extrajudiciairement.

Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut nommer des fondés de pouvoir de la société, qui peuvent engager la société par leurs signatures individuelles ou conjointes, mais seulement dans les limites à déterminer dans la procuration.

Art. 13. Tout gérant ne contracte, à raison de sa fonction aucune obligation personnelle quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la société; simple mandataire, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Art. 14. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Des dividendes intérimaires peuvent être distribués dans les conditions suivantes:

- des comptes intérimaires sont établis sur une base trimestrielle ou semestrielle,
- ces comptes doivent montrer un profit suffisant, bénéfices reportés inclus,
- la décision de payer des dividendes intérimaires est prise par une assemblée générale extraordinaire des associés.

Art. 15. L'exercice social court du premier janvier au trente et un décembre de chaque année.

Art. 16. Chaque année, au trente et un décembre, la gérance établira les comptes annuels et les soumettra aux associés.

Art. 17. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication des comptes annuels pendant les quinze jours qui précéderont son approbation.

Art. 18. La société peut être surveillée par un ou plusieurs commissaires, lesquels ne seront pas nécessairement associés de la société. Ils seront nommés par l'assemblée générale, qui fixera leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat, qui ne peut excéder six ans.

Si le nombre des associés dépasse vingt-cinq (25), la surveillance de la société doit être confiée à un ou plusieurs commissaire(s).

Chaque fois que la loi le requiert ou si l'assemblée générale le souhaite, la société est contrôlée par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés à la place du (des) commissaire(s).

Les réviseurs d'entreprises agréés sont nommés, selon les stipulations légales afférentes, soit par l'assemblée générale, soit par le conseil de gérance.

Les réviseurs d'entreprises agréés remplissent toutes les tâches prévues par la loi afférente.

Les commissaires et les réviseurs d'entreprises agréés peuvent être réélus.

Art. 19. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais généraux, charges sociales, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la société.

Chaque année, cinq pour cent (5 %) du bénéfice net seront prélevés et affectés à la réserve légale. Ces prélèvements et affectations cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve aura atteint un dixième du capital social, mais devront être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé. Le solde est à la libre disposition des associés.

Art. 20. En cas de dissolution de la société pour quelque raison que ce soit, la liquidation sera faite par la gérance ou par toute personne désignée par les associés.

La liquidation de la société terminée, les avoirs de la société seront attribués aux associés en proportion des parts sociales qu'ils détiennent.

Des pertes éventuelles sont réparties de la même façon, sans qu'un associé puisse cependant être obligé de faire des paiements dépassant ses apports.

Art. 21. Pour tout ce qui n'est pas prévu par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Art. 22. Tous les litiges, qui naîtront pendant la liquidation de la société, soit entre les associés eux-mêmes, soit entre le ou les gérants et la société, seront réglés, dans la mesure où il s'agit d'affaires de la société, par arbitrage conformément à la procédure civile.

Disposition transitoire

Le premier exercice commencera aujourd'hui et se terminera le 31 décembre 2013.

Souscription et Paiement

Les statuts de la société ayant été ainsi arrêtés, la comparante, dûment représentée, déclare souscrire à toutes les douze mille cinq cents (12.500) parts sociales d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune.

Toutes les douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ont été intégralement libérées en espèces de sorte que la somme de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-) est dès à présent à disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution s'élèvent approximativement à la somme de 1.050.-EUR.

Résolutions de l'associée unique

Immédiatement après la constitution de la société, l'associée unique, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Les personnes suivantes sont nommées gérant de catégorie A et gérant de catégorie B pour une durée indéterminée:

Gérant de catégorie A:

- Madame Virginie DOHOGNE, administrateur de sociétés, née à Verviers (Belgique), le 14 juin 1975, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

Gérant de catégorie B:

- Monsieur Douwe TERPSTRA, administrateur de sociétés, né à Leeuwarden (Pays-Bas), le 31 octobre 1958, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

Deuxième résolution

Le siège social est établi à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend l'anglais et le français, déclare par la présente, qu'à la demande de la comparante, le présent document est rédigé en anglais suivi d'une traduction française; à la demande de la même comparante et en cas de divergence entre les deux textes, le texte anglais l'emportera.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster à la date pré-mentionnée.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, connu au notaire par son nom, prénom, état civil et domicile, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Max MAYER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 23 janvier 2013. Relation GRE/2013/407. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Claire PIERRET.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Junglinster, le 22 février 2013.

Référence de publication: 2013027330/355.

(130032644) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2013.

First Atlas (IX) Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2240 Luxembourg, 8, rue Notre Dame.

R.C.S. Luxembourg B 162.190.

L'an deux mille treize, le quatorzième jour du mois de février.

Par-devant, Maître Edouard Delosch, notaire de résidence à Diekirch (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme First Atlas (IX) Lux S.A. (la «Société») dont le siège social est situé au 8, rue Notre-Dame, L-2240 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 162.190, constituée le 16 juin 2011 par un acte du notaire soussigné, alors notaire de résidence à Rambrouch, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») n° C-2206 du 20 septembre 2011. Les statuts de la Société ont été modifiés plusieurs fois et pour la dernière fois par acte du notaire soussigné, prénommé, du 7 février 2012, publié au Mémorial n° C-929 du 11 avril 2012.

L'assemblée a été présidée par Maître Patrick Santer, maître en droit, résidant professionnellement à Luxembourg.

Le président a nommé comme secrétaire et l'assemblée a élu comme scrutateur Maître Elsa Idir, maître en droit, résidant professionnellement à Luxembourg.

Le président a déclaré et requis le notaire d'acter que:

I. Les actionnaires représentés et le nombre d'actions détenues par chacun d'eux sont renseignés sur une liste de présence signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire soussigné. Ladite liste ainsi que les procurations signées ne varietur resteront annexées au présent acte pour être soumises aux formalités de l'enregistrement.

II. Il résulte de la liste de présence que l'entière du capital social de la Société est représentée à la présente assemblée générale et que tous les actionnaires déclarent avoir été préalablement suffisamment informés de l'ordre du jour de sorte que la présente assemblée est régulièrement constituée et peut se prononcer valablement sur l'ordre du jour ci-après:

(1) Modification de l'article 5-1(E) alinéas 1^{er} et 2 et introduction d'un nouvel article 21 aux statuts de la Société de manière à lire:

Art. 5-1. (E) alinéa 1^{er}. «Les droits financiers attachés à l'ensemble des ADP C («DF ADP C»), c'est-à-dire à titre de distribution de dividendes, droit au remboursement de la valeur nominale et de la prime d'émission et droits dans le partage du boni de liquidation, sont déterminés à la Date de Détermination et s'élèvent à un montant calculé comme suit:

1. Si le Multiple Net de l'Investisseur est inférieur à 1,5, à: Valeur de Base x le nombre d'ADP C,

2. Si le Multiple Net de l'Investisseur est supérieur ou égal à 1,5, les DF ADP C sont déterminés comme suit:

a. 15% de la Plus Value Incrémentale réalisée (le cas échéant) entre 10% (inclus) et 15% (exclu) de TRI Brut Investisseur, étant précisé que ce montant ne sera pris en compte pour la détermination des DF ADP C que si le TRI Brut Investisseur est supérieur ou égal à 15%; et

b. 20% de la Plus Value Incrémentale réalisée (le cas échéant) entre 15% (inclus) et 20% (exclu) de TRI Brut Investisseur; et

c. 25% de la Plus Value Incrémentale réalisée (le cas échéant) entre 20% (inclus) et 25% (exclu) de TRI Brut Investisseur; et

d. 30% de la Plus Value Incrémentale réalisée (le cas échéant) entre 25% (inclus) et 30% (exclu) de TRI Brut Investisseur; et

e. 35% de la Plus Value Incrémentale réalisée (le cas échéant) au delà de 30% de TRI Brut Investisseur.

3. Du montant résultant de l'application des paragraphes 1. et 2. ci-dessus, il sera retranché le montant total des droits financiers attachés aux actions B (6 Shares) tel que déterminés conformément aux dispositions des Statuts Webhelp UK Holding dont les articles relatifs aux droits financiers attachés aux actions B (6 Shares) figurent à l'article 21.

4. En tout état de cause le montant des DF ADP C ne pourra excéder un montant correspondant à 22,5% de la Plus Value Totale réalisée par les Investisseurs Charterhouse.»

Art. 5-1. (E) alinéa 2. après la définition «Flux Reçus Projet», il est inséré la définition suivante:

«Statuts Webhelp UK Holding» désigne les statuts de la société Webhelp UK Holding, société de droit anglais immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés de Londres sous le numéro 8300453 dont les articles relatifs aux droits financiers attachés aux actions B (6 Shares) figurent à l'article 21;»

Art. 21. (nouveau). «Les dispositions pertinentes des Statuts Webhelp UK Holding dont question à l'article 5-1(E) se lisent comme suit, étant précisé que seule la version anglaise des dispositions ci-dessous fait foi:

Version anglaise faisant foi des Statuts Webhelp UK Holding (Webhelp UK Holding étant définie comme «the Company» pour les seuls besoins du présent article):

" 1. Definitions and Interpretation.

1.1 In these Articles unless there is something in the subject or context inconsistent therewith:

"A' Shares" means the 'A' ordinary shares of 10p each in the capital of the Company;

[...]

"Articles" means these articles [of the articles of association of Webhelp UK Holdings Ltd] (as amended from time to time) and "article" means the appropriate section of the Articles; [...]

"B' Shareholder" means a holder of 'B' Shares;

"B' Shares" means the 'BDT' Shares, the 'BDH' Shares, the 'BAD' Shares and the 'BRES' Shares;

"Bad Leaver" has the meaning given in article 13.3 [of the articles of association of Webhelp UK Holdings Ltd];

"BAD' Shares" means the ordinary shares of 10p each in the capital of the Company designated as 'BAD' Shares;

"BDH' Shares" means the ordinary shares of 10p each in the capital of the Company designated as 'BDH' Shares;

"BDT' Shares" means the ordinary shares of 10p each in the capital of the Company designated as 'BDT' Shares;

"BRES' Shares" means the 'BRES' ordinary shares of 10p each in the capital of the Company designated as 'BRES' Shares;

[...]

"Cash" means cash and cash equivalents of the Company as at the Relevant Date comprising cash in hand or at bank and on demand deposits with banks;

"Cessation Date" means the date upon which a person becomes a Departing Employee;

"Company Accounts" means the financial statements of the Webhelp UK Group to be prepared for the 12 months prior to the Relevant Date in accordance with IFRS and the accounting policies applicable to the Webhelp UK Group financial statements applied consistently with past practice provided that where there is any inconsistency between IFRS and relevant past practice, IFRS shall prevail;

"Company EBITA" means earnings before tax, interest and amortisation of the Webhelp UK Group as at the Relevant Date, as calculated by reference to the Company Accounts as adjusted:

- (a) in relation to all Other Management Charges arising in the same period; and
- (b) for quality of earnings as identified by the auditors.

"Company Exit Multiple" means:

(a) the total enterprise value of the Direct Sale, expressed in the same currency as the Company EBITA, (provided that where the Direct Sale comprises part or only part only of the share capital of the Company, the share capital component of the enterprise value shall be calculated on the basis of that amount which would have been paid if the whole of the issued ordinary share capital had been acquired at the same price per Share as the Shares comprised in the Direct Sale plus in respect of the issued Preference Shares an amount per Preference Share equal to the Issue Price plus the amount equal to 12 per cent per annum of the Issue Price calculated from the date of issue until the Relevant Date less any dividend paid on such Shares), divided by the Company EBITA; or

(b) the total value of the IPO, (being the price per share (expressed in the same currency as the Company EBITA) at which ordinary shares in the Company is proposed to be sold in connection with the IPO (in the case of an offer for sale, being the underwritten price (or if applicable the minimum tender price), and in the case of a placing, being the placing price, and in each case, multiplied by the number of then issued ordinary shares in the Company (immediately following the IPO) and such amount to be increased by the amount of the Net Indebtedness plus in respect of the issued Preference Shares an amount per Preference Share equal to the Issue Price plus the amount equal to 12 per cent per annum of the Issue Price calculated from the date of issue until the Relevant Date less any dividend paid on such Shares, and divided by the Company EBITA;

(as applicable); or

(c) such other multiple as agreed between the Shareholders.

[...]

"Debt" means the aggregate amount of indebtedness of the Webhelp UK Group for borrowed monies and for finance leases (or similar arrangements where the Webhelp UK Group does not receive good title to goods until such goods have been paid for in full), borrowings and other financial liabilities of the Webhelp UK Group (including in each case, accrued interest and penalties thereon and including any break fees incurred as a result of completion of the Relevant Transaction), intra-group loans, shareholder debt and vendor loan notes but excluding any sums due in respect of the Preference Shares, in each case as at immediately prior to the completion of the Sale or IPO or transfer pursuant to Article 13 [of the articles of association of Webhelp UK Holdings Ltd] (as the case requires)) as calculated in accordance with IFRS and the accounting policies applicable to the Company Accounts applied consistently with past practice and the calculation of debt as applied in the Sale or Relevant Transaction;

"Departing Employee" a 'B' Shareholder who is a Good Leaver, Bad Leaver or Medium Leaver;

[...]

"Direct Sale" means a transfer in one transaction or in a series of transactions of more than 50 per cent of the shares and debt securities in the Company;

[...]

"Entry Multiple" means a multiple of 7.2;

[...]

"French GAAP" means the Generally Accepted Accounting Principles in France;

[...]

"Good Leaver" has the meaning given in article 13.3 [of the articles of association of Webhelp UK Holdings Ltd];

"Group" means the Ultimate Holding Company and each of its subsidiaries and subsidiary undertakings from time to time and all of them and each of them as the context admits and "Group Company" means any one of them;

"Group Accounts" means the financial statements of the Relevant Group to be prepared for the 12 months prior to the Relevant Date in accordance with IFRS or French GAAP (whichever is applicable at the Relevant Date) and the accounting policies applicable to the Relevant Group financial statements applied consistently with past practice provided that where there is any inconsistency between IFRS or French GAAP (whichever is applicable at the Relevant Date) and relevant past practice, the applicable accounting standard shall prevail;

"Group EBITA" means earnings before tax, interest and amortisation of the Relevant Group as at the Relevant Date calculated by reference to the Group Accounts as adjusted:

- (a) in relation to all Other Management Charges arising in the same period; and
- (b) for quality of earnings as identified by the auditors. "Group Exit Multiple" means:

(a) the total enterprise value of the Relevant Transaction, expressed in the same currency as the Group EBITA (provided that where the Relevant Transaction comprises part or only part only of the share capital of the relevant Holding Company, the equity component of the enterprise value shall be calculated on the basis of that amount which would have been paid if the whole of the issued share capital had been acquired at the same price per share as the shares comprised in the Relevant Transaction), divided by the Group EBITA; or

(b) the total value of the IPO (being the price per Share (expressed the same currency as the Group EBITA) at which ordinary shares in the relevant Holding Company is proposed to be sold in connection with the IPO (in the case of an offer for sale, being the underwritten price (or if applicable the minimum tender price), and in the case of a placing being the placing price) in each case, multiplied by the number of then issued ordinary shares in the relevant Holding Company (immediately following the IPO), and such amount to be increased by the amount of the Net Indebtedness plus an amount equal to the aggregate value of any preference shares issued by the relevant Holding Company (and any sums due in relation thereto), and divided by the Group EBITA, (as applicable); or

(c) such other multiple as agreed between the Shareholders.

[...]

"Holding Company" means any holding company of the Majority 'A' Shareholder (whether it be an intermediate holding company or the Ultimate Holding Company);

[...]

"IFRS" means the international accounting standards, within the meaning of the IAS Regulation, adopted from time to time by the European Commission in accordance with that Regulation;

"Incurred Management Charges" means all management costs payable by a company in the Webhelp UK Group to a Group Company that are not Other Management Charges;

"Issue Price" means in respect of a share in the capital of the Company, the aggregate of the amount paid up (or credited as paid up) in respect of the nominal value thereof and any share premium thereon;

"IPO" means:

(a) together the admission of any part of the share capital of the Company or any Holding Company to the Official List of the Financial Services Authority becoming effective in accordance with paragraph 7.1 of the Listing Rules and their admission to trading on the London Stock Exchange's main market for listed securities becoming effective in accordance with paragraph 2.1 of the Admission and Disclosure Standards of the London Stock Exchange;

(b) the grant of permission for dealings therein on AIM (a market of the London Stock Exchange);

(c) the admission of any part of the share capital of the Company or any Holding Company to listing on any recognised investment exchange (as that term is used in section 285 of FSMA); or

(d) together the admission of any part of the share capital of the Company or any Holding Company to any other recognised investment exchange in a jurisdiction other than the United Kingdom;

[...]

"Majority 'A' Shareholder" means the holder or holders of a majority of the 'A' Shares;

"Medium Leaver" has the meaning given in article 13.3 [of the articles of association of Webhelp UK Holdings Ltd];

[...]

"Net Indebtedness" means the consolidated net debt of the Webhelp UK Group as at the Relevant Date derived from the aggregate amount of Debt:

(a) less the cumulative amount of Other Management Charges; and

(b) less Cash of the Webhelp UK Group; and

(c) plus the amount of any unpaid Incurred Management Charges,

in each case as at the Relevant Date, calculated by reference to the Company Accounts, including any adjustment identified by the auditors which is also applied in the Sale or which is included in the accounts prepared for the purpose of an IPO;

"Net Value" means:

(b) in the case of a Direct Sale or IPO of the Company or other return of capital of the Company, the value of the ordinary share capital in the Company as at the Relevant Date calculated as the difference between:

(A) the Company Exit Multiple multiplied by the Company EBITA; and

(B) the Net Indebtedness plus the Issue Price of the Preference Shares and any amount or owing in respect of the Preference Shares;

(c) in the case of a Relevant Transaction or IPO of a Holding Company the value of the ordinary share capital in the Company as at the Relevant Date calculated in accordance with the following:

(ii) if the Group Exit Multiple is equal to or lower than the Entry Multiple, then Net Value shall be equal to the difference between:

(A) the Group Exit Multiple multiplied by the Company EBITA; and

(B) the Net Indebtedness plus the Issue Price of the Preference Shares and any amount owing in respect of the Preference Shares; and

(iii) if the Group Exit Multiple is higher than the Entry Multiple, then Net Value shall be equal to the difference between:

(A) the sum of the Entry Multiple and 30 per cent of the difference between the Entry Multiple and the Group Exit Multiple, multiplied by the Company EBITA; and

(B) the Net Indebtedness plus the Issue Price of the Preference Shares and any amount owing in respect of the Preference Shares;

[...]

"Other Management Charges" means management costs payable by a company in the Webhelp UK Group to a Group Company that: (i) were incurred prior to or on 3rd January 2013; or (ii) were incurred after 3rd January 2013 but which were not required for the Webhelp UK Group to operate in the ordinary course of business;

[...]

"Preference Shares" means the fixed income non-redeemable preference shares of £0.0001 each in the capital of the Company;

[...]

"Relevant Date" means the date of the completion of a Sale or IPO, or in the case of Article 13 [of the articles of association of Webhelp UK Holdings Ltd], the Cessation Date;

"Relevant Group" the group comprising the Holding Company that is the subject of the Relevant Transaction and its subsidiaries and other subsidiary undertakings;

[...]

"Relevant Transaction" means the transfer in one transaction or in a series of transactions of more than 50 per cent of the shares, options or other rights to subscribe for shares issued by a Holding Company and any debt securities issued by a Holding Company;

"Sale" means a Direct Sale or Relevant Transaction;

"Share" means a share in the capital of the Company;

[...]

"Ultimate Holding Company" means First Atlas (IX) S.A.; and

[...]

"Webhelp UK Group" means the Company and its subsidiaries and other subsidiary undertakings from time to time and all of them and each of them as the context admits;"

" 5. Share rights: Capital.

5.1 On a return of capital of the Company on liquidation, reduction of capital or otherwise, the surplus assets of the Company remaining after payment of its liabilities shall be applied in the following manner and order of priority:

(a) first, in paying to the holders of the Preference Shares the Issue Price of such shares plus an amount equal to 12 per cent per annum of the Issue Price calculated from the date of issue of the relevant Preference Shares less any dividend already paid on such shares;

(b) second, to the holders of 'B' Shares the amount that is equal to 15 per cent of the Net Value, apportioned as follows:

(i) in the case of 'BRES' Shares, the amount that is equal to 4 per cent of the Net Value provided always that if all of the 4,400 'BRES' Shares have not been issued at the time of the liquidation, reduction of capital or other return of capital, the amount distributed to the 'BRES' Shares as a class shall be the lower of 4 per cent of the Net Value and 'Z' calculated as follows:

$$Z = 4 \times (Y + 4,400)$$

Where Z = the percentage of the Net Value to be distributed to the holders of the 'BRES' Shares as a class (which number for the avoidance of doubt cannot be equal to or greater than 4 per cent); and

Y = the total number of issued 'BRES' Shares at the time of the return of capital,

(ii) in the case of 'BDT' Shares, the amount that is equal to six elevenths of V;

(iii) in the case of 'BDH' Shares, the amount that is equal to three elevenths of V; and

(iv) in the case of 'BAD' Shares, the amount that is equal to two elevenths of V;

where for the purpose of this article 5.1(b), 'V' is equal to the amount being the greater of (i) 11 per cent of the Net Value and (ii) 15 per cent of the Net Value less the amount (expressed as a percentage of Net Value) to be distributed to the holders of the 'BRES' Shares as a class in accordance with article 5.1 (b)(i);

(c) lastly in distributing the balance amongst the holders of the 'A' Shares pro rata to the number of such Shares held.

5.2 On a Direct Sale or IPO of the Company, the proceeds of such Direct Sale or IPO of the Company shall be distributed in the following manner and order of priority:

(a) first, in paying to the holders of the Preference Shares the Issue Price of such shares plus an amount equal to 12 per cent per annum of the Issue Price calculated from the date of issue of the relevant Preference Shares less any dividend already paid on such shares;

(b) second, to the holders of B Shares the amount that is equal to 15 per cent of the Net Value, apportioned as follows:

(i) in the case of 'BRES' Shares, the amount that is equal to 4 per cent of the Net Value provided always that if all of the 4,400 'BRES' Shares have not been issued at the time of the Direct Sale or IPO of the Company the amount distributed to the 'BRES' Shares as a class shall be the lower of 4 per cent of the Net Value and 'Z' calculated as follows:

$$Z = 4 \times (Y - 4,400)$$

Where Z = the percentage of the Net Value to be distributed to the holders of the 'BRES' Shares as a class (which number for the avoidance of doubt cannot be equal to or greater than 4 per cent); and

Y = the total number of issued 'BRES' Shares at the time of the Direct Sale or IPO of the Company,

(ii) in the case of 'BDT' Shares, the amount that is equal to six elevenths of V;

(iii) in the case of 'BDH' Shares, the amount that is equal to three elevenths of V;

(iv) in the case of 'BAD' Shares, the amount that is equal to two elevenths of V,

where for the purpose of this article 5.2(a), 'V' is equal to the amount being the greater of (i) 11 per cent of the Net Value and (ii) 15 per cent of the Net Value less the amount (expressed as a percentage of Net Value) to be distributed to the holders of the 'BRES' Shares as a class in accordance with article 5.2(b)(i); and

(c) lastly in distributing the balance amongst the holders of the 'A' Shares pro rata to the number of such Shares held."

Version française à titre d'information seulement des Statuts Webhelp UK Holding (Webhelp UK Holding étant définie comme «la Société» pour les seuls besoins du présent article):

« 1. Définitions et Interprétation.

1.1 Dans les présents Statuts, à moins que le sujet des présentes ou le contexte ne s'y oppose:

«Actions 'A'» signifie les actions ordinaires 'A' d'une valeur nominale de 10 pence de la Société;

(...)

«Statuts» signifie les présents statuts [de Webhelp UK Holdings Ltd] (tels que modifiés de temps à autre) et «article» signifie la section pertinente des Statuts;

(...)

«Actionnaire 'B'» signifie un détenteur d'Actions 'B';

«Actions 'B'» signifie les Actions 'BDT', les Actions 'BDH', les Actions 'BAD' et les Actions 'BRES';

«Bad Leaver» a la signification qui lui est attribuée à l'article 13.3 [des statuts de Webhelp UK Holdings Ltd];

«Actions 'BAD'» signifie les actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 pence de la Société désignées comme Actions 'BAD';

«Actions 'BDH'» signifie les actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 pence de la Société désignées comme Actions 'BDH';

«Actions 'BDT'» signifie les actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 pence de la Société désignées comme Actions 'BDT';

«Actions 'BRES'» signifie les actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 pence de la Société désignées comme Actions 'BRES';

(...)

«Liquidités» signifie les liquidités et les équivalents de liquidités de la Société à la Date Concernée comprenant les avoirs en caisse ou en banque et les dépôts à vue auprès des banques;

«Date de Cessation» signifie la date à laquelle une personne devient un Employé Démissionnaire;

«Comptes de la Société» signifie les états financiers du Groupe Webhelp UK devant être préparés pour la période de 12 mois précédant la Date Concernée conformément aux Normes IFRS et aux principes comptables applicables aux états financiers du Groupe Webhelp UK appliqués conformément à la pratique antérieure, à condition qu'en cas d'incompatibilité entre les Normes IFRS et la pratique antérieure concernée, les Normes IFRS prévalent;

«EBITA de la Société» signifie le résultat avant impôts, intérêts et amortissements du Groupe Webhelp UK à la Date Concernée, tel que calculé par rapport aux Comptes de la Société tels qu'ajustés;

(a) par rapport à l'ensemble des Autres Charges de Gestion émanant de la même période; et

(b) pour tenir compte de la qualité du résultat, tel que relevé par les réviseurs.

«Multiple de Sortie de la Société» signifie:

(a) la valeur totale d'entreprise de la Vente Directe, exprimée dans la même devise que l'EBITA de la Société, (à condition que lorsque la Vente Directe comprend une partie ou seulement une partie du capital social de la Société, la composante du capital social de la valeur d'entreprise sera calculée sur la base du montant qui aurait été payé si l'intégralité du capital social ordinaire émis avait été acquise au même prix par Action que les Actions comprises dans la Vente Directe plus, concernant les Actions de Préférence émises, un montant par Action de Préférence égal au Prix d'Émission plus le

montant égal à 12 pour cent par année du Prix d'Émission calculé à compter de la date d'émission jusqu'à la Date Concernée moins tout dividende payé sur ces Actions), divisée par l'EBITA de la Société; ou

(b) la valeur totale de l'Introduction en Bourse, (à savoir le prix par action (exprimé dans la même devise que l'EBITA de la Société) auquel les actions ordinaires de la Société sont proposées dans le cadre de l'Introduction en Bourse (en cas d'offre de vente, le prix souscrit (ou, le cas échéant, le prix d'offre minimal), et en cas de placement, le prix de placement), et dans tous les cas, multipliée par le nombre d'actions ordinaires alors émises dans la Société (immédiatement après l'Introduction en Bourse) et ce montant devant être augmenté de celui de l'Endettement Net plus, concernant les Actions de Préférence émises, un montant par Action de Préférence égal au Prix d'Émission plus le montant égal à 12 pour cent par année du Prix d'Émission calculé à compter de la date d'émission jusqu'à la Date Concernée moins tout dividende payé sur ces Actions, et divisée par l'EBITA de la Société;

(le cas échéant); ou

(c) tout autre multiple convenu entre les Actionnaires.

(...)

«Dettes» signifie le montant global des dettes du Groupe Webhelp UK relatives aux sommes empruntées et aux baux financiers (ou accords similaires lorsque le Groupe Webhelp UK ne reçoit pas le titre valable des biens jusqu'au paiement intégral de ces derniers), emprunts et autres dettes financières du Groupe Webhelp UK (y compris et ce, dans tous les cas, les intérêts courus et pénalités y afférents et y compris toute indemnité de rupture encourue en raison de la finalisation de la Transaction Concernée), prêts intragroupes, dette d'actionnaire et titres obligataires du vendeur, mais à l'exception de toute somme due en rapport avec les Actions de Préférence, dans tous les cas au moment précédant immédiatement la finalisation de la Vente ou de l'Introduction en Bourse ou du transfert en vertu de l'article 13 (le cas échéant) tel que calculé conformément aux Normes IFRS et aux principes comptables applicables aux Comptes de la Société appliqués conformément à la pratique antérieure et au calcul de la dette tel qu'appliqué dans la Vente ou la Transaction Concernée;

«Employé Démissionnaire» signifie un Actionnaire 'B' qui est un Good Leaver, Bad Leaver ou Medium Leaver;

(...)

«Vente Directe» signifie un transfert en une transaction ou en une série de transactions de plus de 50 pour cent des actions et des titres de créance de la Société;

(...)

«Multiple d'Entrée» signifie un multiple de 7,2;

(...)

«Normes Comptables Françaises» signifie les principes comptables généralement admis en France;

(...)

«Good Leaver» a la signification qui lui est attribuée à l'article 13.3 [des statuts de Webhelp UK Holdings Ltd];

«Groupe» signifie la Dernière Société Holding et chacune de ses filiales et entreprises filiales de temps à autre, ensemble et individuellement selon le contexte et «Société du Groupe» signifie l'une d'entre elles;

«Comptes du Groupe» signifie les états financiers du Groupe Concerné devant être préparés pour la période de 12 mois précédant la Date Concernée conformément aux Normes IFRS ou aux Normes Comptables Françaises (en fonction du cas échéant à la Date Concernée) et aux principes comptables applicables aux états financiers du Groupe Concerné appliqués conformément à la pratique antérieure, à condition qu'en cas d'incompatibilité entre les Normes IFRS ou les Normes Comptables Françaises (en fonction du cas échéant à la Date Concernée) et la pratique antérieure concernée, les normes comptables applicables prévalent;

«EBITA du Groupe» signifie le résultat avant impôts, intérêts et amortissements du Groupe Concerné à la Date Concernée calculé par rapport aux Comptes du Groupe tels qu'ajustés;

(a) par rapport à l'ensemble des Autres Charges de Gestion émanant de la même période; et

(b) pour tenir compte de la qualité du résultat, tel que relevé par les réviseurs.

«Multiple de Sortie du Groupe» signifie:

(a) la valeur totale d'entreprise de la Transaction Concernée, exprimée dans la même devise que l'EBITA du Groupe (à condition que lorsque la Transaction Concernée comprend une partie ou seulement une partie du capital social de la Société Holding concernée, la composante capitaux propres de la valeur d'entreprise sera calculée sur la base du montant qui aurait été payé si l'intégralité du capital social émis avait été acquise au même prix par action que les actions comprises dans la Transaction Concernée), divisée par l'EBITA du Groupe; ou

(b) la valeur totale de l'Introduction en Bourse (à savoir le prix par Action (exprimé dans la même devise que l'EBITA du Groupe) auquel les actions ordinaires de la Société Holding concernée sont proposées dans le cadre de l'Introduction en Bourse (en cas d'offre de vente, le prix souscrit (ou, le cas échéant, le prix de soumission minimal) et, en cas de placement, le prix de placement) dans tous les cas, multipliée par le nombre d'actions ordinaires alors émises dans la Société Holding concernée (immédiatement après l'Introduction en Bourse) et ce montant devant être augmenté de celui de l'Endettement Net plus un montant égal à la valeur globale de toute action de préférence émise par la Société Holding concernée (et toute somme due y afférente), et divisée par l'EBITA du Groupe;

(le cas échéant); ou

(c) tout autre multiple convenu entre les Actionnaires.

(...)

«Société Holding» signifie toute société de l'Actionnaire Majoritaire 'A' (que ce soit une société holding intermédiaire ou la Dernière Société Holding);

(...)

«Normes IFRS» signifie les normes internationales d'information financière (international accounting standards) (IFRS), au sens du Règlement sur les normes comptables internationales, adopté de temps à autre par la Commission européenne conformément à ce Règlement;

«Charges de Gestion Encourues» signifie l'ensemble des frais de gestion qui doivent être payés par une société du Groupe Webhelp UK à une Société du Groupe et qui ne sont pas d'Autres Charges de Gestion;

«Prix d'Émission» signifie, concernant une action du capital de la Société, la totalité du montant libéré (ou réputé libéré) de sa valeur nominale et toute prime d'émission y afférente;

«Introduction en Bourse» signifie:

(a) ensemble l'admission de toute partie du capital social de la Société ou de toute Société Holding à la Liste Officielle de la Financial Services Authority (autorité chargée des services financiers) entrant en vigueur conformément au paragraphe 7.1 des Règles de Cotation et leur admission à la négociation sur le marché principal de la Bourse de Londres pour les titres cotés entrant en vigueur conformément au paragraphe 2.1 des Normes de Publicité et d'Admission (Admission and Disclosure Standards) de la Bourse de Londres;

(b) l'octroi d'autorisation de négocier sur l'AIM (second marché des investissements de la Bourse de Londres);

(c) l'admission de toute partie du capital social de la Société ou toute Société Holding à la négociation sur toute bourse d'investissements reconnue (tel que ce terme est défini à la section 285 de la FSMA (Loi sur les Marchés et Services Financiers)); ou

(d) ensemble l'admission de toute partie du capital social de la Société ou de toute Société Holding à toute autre bourse d'investissements reconnue dans une autre juridiction que celle du Royaume-Uni;

(...)

«Actionnaire Majoritaire 'A'» signifie le(s) détenteur(s) d'une majorité des Actions 'A';

«Medium Leaver» a la signification qui lui est attribuée à l'article 13.3 [des statuts de Webhelp UK Holdings Ltd];

(...)

«Endettement Net» signifie la dette nette consolidée du Groupe Webhelp UK à la Date Concernée tirée du montant global de Dette:

(a) moins le montant cumulé d'Autres Charges de Gestion; et

(b) moins les Liquidités du Groupe Webhelp UK; et

(c) plus le montant de toute Charge de Gestion Encourue impayée,

dans tous les cas à la Date Concernée, calculée par rapport aux Comptes de la Société, y compris tout ajustement relevé par les réviseurs qui est également appliqué dans la Vente ou qui est inclus dans les comptes préparés en vue d'une Introduction en Bourse;

«Valeur Nette» signifie:

(b) en cas de Vente Directe ou d'Introduction en Bourse de la Société ou d'un autre remboursement de capital de la Société, la valeur du capital social ordinaire de la Société à la Date Concernée calculée comme étant la différence entre:

(A) le Multiple de Sortie de la Société multiplié par l'EBITA de la Société; et

(B) l'Endettement Net plus le Prix d'Émission des Actions de Préférence et tout montant dû concernant les Actions de Préférence;

(c) en cas de Transaction Concernée ou d'Introduction en Bourse d'une Société Holding, la valeur du capital social ordinaire de la Société à la Date Concernée calculée comme suit:

(ii) si le Multiple de Sortie du Groupe est égal ou inférieur au Multiple d'Entrée, alors la Valeur Nette sera égale à la différence entre:

(A) le Multiple de Sortie du Groupe multiplié par l'EBITA de la Société; et

(B) l'Endettement Net plus le Prix d'Émission des Actions de Préférence et tout montant dû concernant les Actions de Préférence; et

(iii) si le Multiple de Sortie du Groupe est supérieur au Multiple d'Entrée, alors la Valeur Nette sera égale à la différence entre:

(A) la somme du Multiple d'Entrée et 30 pour cent de la différence entre le Multiple d'Entrée et le Multiple de Sortie du Groupe, multiplié par l'EBITA de la Société; et

(B) l'Endettement Net plus le Prix d'Émission des Actions de Préférence et tout montant dû concernant les Actions de Préférence;

(...)

«Autres Charges de Gestion» signifie les frais de gestion qu'une société du Groupe Webhelp UK doit payer à une Société du Groupe et qui: (i) étaient engagés avant le 3 janvier 2013 ou à cette date; ou (ii) étaient engagés après le 3 janvier 2013 mais n'étaient pas nécessaires au déroulement normal des activités du Groupe Webhelp UK;

(...)

«Actions de Préférence» signifie les actions de préférence non-remboursables d'une valeur nominale de 0,0001 £ chacune dans le capital de la Société;

(...)

«Date Concernée» signifie la date de finalisation d'une Vente ou d'une Introduction en Bourse, ou dans le cas de l'article 13 [des statuts de Webhelp UK Holdings Ltd], la Date de Cessation;

«Groupe Concerné» signifie le groupe comprenant la Société Holding qui fait l'objet de la Transaction Concernée ainsi que ses filiales et autres entreprises filiales.

(...)

«Transaction Concernée» signifie le transfert réalisé en une transaction ou en une série de transactions de plus de 50 pour cent des actions, options ou autres droits de souscrire à des actions émises par une Société Holding et tout titre de créance émis par une Société Holding;

«Vente» signifie une Vente Directe ou Transaction Concernée;

«Action» signifie une action du capital de la Société;

(...)

«Dernière Société Holding» signifie First Atlas (IX) S.A.; et

(...)

«Groupe Webhelp UK» signifie la Société et ses filiales et autres entreprises filiales de temps à autre, ensemble et individuellement selon le contexte;»

« 5. Droits des actions: Capital.

5.1 Lors d'un remboursement de capital de la Société au moment de la liquidation, d'une réduction de capital ou autrement, l'excédent d'actifs de la Société restant après paiement de ses dettes devra être appliqué de la manière et dans l'ordre de priorité suivants:

(a) premièrement, en payant aux détenteurs d'Actions de Préférence le Prix d'Émission de ces actions plus un montant égal à 12 pour cent par année du Prix d'Émission calculé à compter de la date d'émission des Actions de Préférence concernées moins tout dividende déjà payé au titre de ces actions;

(b) deuxièmement, aux détenteurs d'Actions 'B', d'un montant égal à 15 pour cent de la Valeur Nette, réparti comme suit:

(i) dans le cas d'Actions 'BRES', le montant qui est égal à 4 pour cent de la Valeur Nette, toujours à condition que si la totalité des 4.400 Actions 'BRES' n'a pas été émise au moment de la liquidation, d'une réduction de capital ou d'autre remboursement de capital, le montant distribué aux Actions 'BRES' en tant que classe sera le plus bas des 4 pour cent de la Valeur Nette et 'Z' calculé comme suit:

$$Z = 4 \times (Y + 4.400)$$

Où Z = le pourcentage de la Valeur Nette devant être distribuée aux détenteurs d'Actions 'BRES' en tant que classe (dont le nombre, afin d'éviter tout doute, ne peut être égal ou supérieur à 4 pour cent); et

Y = le nombre total d'Actions 'BRES' émises au moment du remboursement de capital,

(ii) dans le cas d'Actions 'BDT', le montant qui est égal à six onzièmes de V;

(iii) dans le cas d'Actions 'BDH', le montant qui est égal à trois onzièmes de V; et

(iv) dans le cas d'Actions 'BAD', le montant qui est égal à deux onzièmes de V;

avec, aux fins du présent article 5.1(b), 'V' est égal au montant le plus élevé de (i) 11 pour cent de la Valeur Nette et (ii) 15 pour cent de la Valeur Nette moins le montant (exprimé comme pourcentage de la Valeur Nette) devant être distribué aux détenteurs d'Actions 'BRES' en tant que classe conformément à l'article 5.1 (b)(i);

(c) enfin, en distribuant le solde entre les détenteurs d'Actions 'A' proportionnellement au nombre de ces Actions détenues.

5.2 Lors d'une Vente Directe ou d'une Introduction en Bourse de la Société, le produit de cette Vente Directe ou Introduction en Bourse de la Société sera distribué de la manière et dans l'ordre de priorité suivants:

(a) premièrement, en payant aux détenteurs d'Actions de Préférence le Prix d'Émission de ces actions plus un montant égal à 12 pour cent par année du Prix d'Émission calculé à compter de la date d'émission des Actions de Préférence concernées moins tout dividende déjà payé au titre de ces actions;

(b) deuxièmement, aux détenteurs d'Actions 'B', d'un montant égal à 15 pour cent de la Valeur Nette, réparti comme suit:

(i) dans le cas d'Actions 'BRES', le montant qui est égal à 4 pour cent de la Valeur Nette, toujours à condition que si la totalité des 4.400 Actions 'BRES' n'a pas été émise au moment de la Vente Directe ou Introduction en Bourse de la

Société, le montant distribué aux Actions 'BRES' en tant que classe sera le plus bas des 4 pour cent de la Valeur Nette et 'Z' calculé comme suit:

$$Z = 4 \times (Y + 4.400)$$

Où Z = le pourcentage de la Valeur Nette devant être distribuée aux détenteurs d'Actions 'BRES' en tant que classe (dont le nombre, afin d'éviter tout doute, ne peut être égal ou supérieur à 4 pour cent); et

Y = le nombre total d'Actions 'BRES' émises au moment de la Vente Directe ou Introduction en Bourse de la Société,

(ii) dans le cas d'Actions 'BDT', le montant qui est égal à six onzièmes de V;

(iii) dans le cas d'Actions 'BDH', le montant qui est égal à trois onzièmes de V; et

(iv) dans le cas d'Actions 'BAD', le montant qui est égal à deux onzièmes de V;

avec, aux fins du présent article 5.2(a), 'V' est égal au montant le plus élevé de (i) 11 pour cent de la Valeur Nette et (ii) 15 pour cent de la Valeur Nette moins le montant (exprimé comme pourcentage de la Valeur Nette) devant être distribué aux détenteurs d'Actions 'BRES' en tant que classe conformément à l'article 5.2(b)(i); et

(c) enfin, en distribuant le solde entre les détenteurs d'Actions 'A' proportionnellement au nombre de ces Actions détenues.»

(2) (i) Augmentation du capital social autorisé de la Société d'un montant de sept millions sept cent vingt-trois mille huit cent quarante-six euros (EUR 7.723.846,-) représenté par soixante-dix-sept millions deux cent trente-huit mille quatre cent soixante (77.238.460) actions ordinaires, chacune ayant une valeur nominale de dix centimes d'euro (EUR 0,10) afin de le porter de son montant actuel de vingt-huit mille huit cent soixante-huit euros et soixante-dix centimes (EUR 28.868,70) supplémentaires (à l'exclusion du capital social émis) à sept millions sept cent cinquante-deux mille sept cent quatorze euros et soixante-dix centimes (EUR 7.752.714,70) (à l'exclusion du capital social souscrit) consistant en (i) deux cent quatre-vingt-huit mille six cent quatre-vingt-sept (288.687) actions de préférence de classe PP supplémentaires et (ii) soixante-dix-sept millions deux cent trente-huit mille quatre cent soixante (77.238.460) actions ordinaires supplémentaires (les «Actions Autorisées»), ayant chacune une valeur nominale de dix centimes d'euro (EUR 0,10); (ii) prise de connaissance et approbation du rapport établi par le conseil d'administration de la Société conformément à l'article 32-3 (5) de la loi modifiée du 10 Août 1915 sur les sociétés commerciales (la «Loi») concernant la limitation des droits préférentiels de souscription et le prix auquel les Actions Autorisées peuvent être émises dans la mesure où elles sont émises en contrepartie d'un paiement en numéraire (le «Rapport»); (iii) autorisation au conseil d'administration de la Société de supprimer ou limiter tous les droits préférentiels de souscription en cas d'émission d'Actions Autorisées dans les limites du capital social autorisé; (iv) prolongation de la période de validité du capital social autorisé;

(3) (i) Augmentation du capital social émis de la Société d'un montant de quatre-vingt-cinq mille quatre cent quarante-cinq euros (EUR 85.445,-), afin de le porter de son montant actuel de trente-sept millions six cent trente-cinq mille deux cent trente-et-un euros et cinquante centimes (EUR 37.635.231,50) à un montant de trente-sept millions sept cent vingt mille six cent soixante-seize euros et cinquante centimes (EUR 37.720.676,50), par la création et l'émission de huit cent vingt-cinq mille neuf cents (825.900) actions ordinaires et vingt-huit mille cinq cent cinquante (28.550) actions de préférence de classe B2, ayant une valeur nominale de dix centimes d'euro (EUR 0,10) chacune (les «Nouvelles Actions»); (ii) souscription et paiement du prix de souscription des Nouvelles Actions par un apport en numéraire d'un montant de trois cent soixante-huit mille quatre-vingt-dix euros (EUR 368.090,-), affectation d'un montant de quatre-vingt-cinq mille quatre cent quarante-cinq euros (EUR 85.445,-) au capital social de la Société et du solde au compte prime d'émission de la Société; (iii) souscription aux Nouvelles Actions par des actionnaires existants et suppression des droits préférentiels de souscription des actuels actionnaires qui ne souscrivent pas aux Nouvelles Actions; et

(4) Modification de l'article 5, alinéas 1, 2 et 3 des statuts de la Société suite aux résolutions prises aux points (2) et (3) de l'ordre du jour.

Après quoi, les actionnaires ayant droit de vote ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée a décidé de modifier l'article 5-1 (E) alinéas 1^{er} et 2 et d'introduire un nouvel article 21 dans les statuts de la Société avec le contenu tel que précisé au point (1) de l'ordre du jour précité.

Deuxième résolution

L'assemblée a décidé de prendre connaissance et d'approuver le rapport établi par le conseil d'administration de la Société conformément à l'article 32-3 (5) de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la «Loi») concernant la limitation des droits préférentiels de souscription et le prix auquel les actions du capital social autorisé peuvent être émises dans la mesure où elles sont émises en contrepartie d'un paiement en numéraire (le «Rapport») et a déclaré que ce rapport était conforme audit article 32-3 (5).

L'assemblée a décidé d'augmenter le capital social autorisé de la Société d'un montant de sept millions sept cent vingt-trois mille huit cent quarante-six euros (EUR 7.723.846,-) représenté par soixante-dix-sept millions deux cent trente-huit mille quatre cent soixante (77.238.460) actions ordinaires, chacune ayant une valeur nominale de dix centimes d'euro (EUR 0,10) afin de le porter de son montant actuel de vingt-huit mille huit cent soixante-huit euros et soixante-dix centimes (EUR 28.868,70) supplémentaires (à l'exclusion du capital social émis) à sept millions sept cent cinquante-deux

mille sept cent quatorze euros et soixante-dix centimes (EUR 7.752.714,70) (à l'exclusion du capital social souscrit) consistant en (i) deux cent quatre-vingt-huit mille six cent quatre-vingt-sept (288.687) actions de préférence de classe PP supplémentaires et (ii) soixante-dix-sept millions deux cent trente-huit mille quatre cent soixante (77.238.460) actions ordinaires supplémentaires (les «Actions Autorisées»), ayant chacune une valeur nominale de dix centimes d'euro (EUR 0,10);

L'assemblée a décidé d'autoriser le conseil d'administration de la Société pendant une période de cinq ans commençant à la date de publication du présent acte au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations à augmenter le capital social de temps à autres, en tout ou en partie, par l'émission d'actions supplémentaires (et/ou instruments convertibles en actions ou donnant droit de souscrire à des actions) jusqu'aux limites du capital social autorisé non-émis et d'émettre des Actions Autorisées dans les limites du capital social autorisé non-émis en contrepartie d'apport en numéraire, en nature ou par incorporation de prime ou réserves disponibles ou autres conformément aux termes et conditions déterminés par le conseil d'administration ou son (ses) délégué(s), en maintenant, supprimant ou limitant les droits préemptifs de souscription des actionnaires existants.

L'assemblée a décidé d'autoriser le conseil d'administration à déléguer à tout agent de la Société dûment autorisé ou toute autre personne dûment autorisée les obligations d'accepter les souscriptions et de recevoir le paiement pour les Actions Autorisées représentant tout ou partie de telles augmentations de capital.

Troisième résolution

L'assemblée a décidé d'augmenter le capital social émis de la Société d'un montant de quatre-vingt-cinq mille quatre cent quarante-cinq euros (EUR 85.445,-), afin de le porter de son montant actuel de trente-sept millions six cent trente-cinq mille deux cent trente-et-un euros et cinquante centimes (EUR 37.635.231,50) à un montant de trente-sept millions sept cent vingt mille six cent soixante-seize euros et cinquante centimes (EUR 37.720.676,50), par la création et l'émission de huit cent vingt-cinq mille neuf cents (825.900) actions ordinaires et vingt-huit mille cinq cent cinquante (28.550) actions de préférence de classe B2, ayant une valeur nominale de dix centimes d'euro (EUR 0,10) chacune (les «Nouvelles Actions»).

L'assemblée a pris connaissance et a approuvé le Rapport rédigé en conformité avec l'article 32-3 (5) de la Loi concernant la suppression des droits préférentiels de souscription, et a décidé que ledit Rapport était conforme audit article 32-3 (5).

L'assemblée a décidé de supprimer les droits préférentiels de souscription des actionnaires existants de la Société qui ne souscrivent pas aux Nouvelles Actions (les «Actionnaires Non-Souscripteurs») par rapport aux Nouvelles Actions devant être émises et a souligné que les Actionnaires Non-Souscripteurs ont renoncé à leur droit préemptif de souscription par rapport à ladite émission.

Après quoi, les Nouvelles Actions ont été souscrites à un prix de souscription total de trois cent soixante-huit mille quatre-vingt-dix euros (EUR 368.090,-) et ont été payées en numéraire par les souscripteurs suivants dans les proportions mentionnées ci-dessous conformément aux bulletins de souscriptions qui ont été signés par la partie comparante et le notaire soussigné et devront restés annexés au présent acte afin d'être soumis aux formalités de l'enregistrement:

| Nom du Souscripteur | Nombre d'actions souscrites | Prix de souscription (€) |
|-----------------------------------|---|--------------------------|
| CCP IX LP NO.1 | 443.814 actions ordinaires 15.342 actions de préférence de classe B2 | 197.801,40 |
| CCP IX LP NO.2 | 369.881 actions ordinaires 12.786 actions de préférence de classe B2 | 164.848,10 |
| CCP IX CO-INVESTMENT LP | 12.205 actions ordinaires 422 actions de préférence de classe B2 | 5.440,50 |
| TOTAL | 825.900 actions ordinaires 28.550 actions de préférence de classe B2 | 368.090 |

Preuve de tels paiements pour les Nouvelles Actions a été apportée au notaire soussigné.

L'assemblée a décidé d'affecter un montant de quatre-vingt-cinq mille quatre cent quarante-cinq euros (EUR 85.445,-) au capital social de la Société et un montant de deux cent quatre-vingt-deux mille six cent quarante-cinq euros (EUR 282.645,-) au compte prime d'émission de la Société.

Quatrième résolution

En conséquence des deuxième et troisième résolutions, l'assemblée a décidé de modifier l'article 5, alinéas 1 à 3 des statuts de la Société de manière à lire:

«Le capital social de la Société est fixé à trente-sept millions sept cent vingt mille six cent soixante-seize euros et cinquante centimes (EUR 37.720.676,50) réparti en:

(i) trois cent soixante-douze millions cent soixante-et-onze mille quatre cent soixante (372.171.460) actions ordinaires d'une valeur nominale de dix centimes d'euro (EUR 0,10) (les «Actions Ordinaires»), et

(ii) (a) quatre cent quarante mille deux cents (440.200) actions de préférence de classe A-1 (les «ADP A1»), cent trente-cinq mille (135.000) actions de préférence de classe A-2 (les «ADP A2»), quinze mille (15.000) actions de préférence de classe A-3 (les «ADP A3»), (b) deux millions huit cent quatre-vingt dix sept mille sept cent quatre-vingt-huit (2.897.788) actions de préférence de classe B1 (les «ADP B1»), (c) une (1) action de préférence de classe PP ADP PP ou en cas de pluralité les «ADP PP») (les ADP B1 et les ADP PP et étant désignées ensemble les «ADP BPP»), (d) un million deux cent quarante-sept mille trois cent seize (1.247.316) actions de préférence de classe B2 (les «ADP B2»), et ensemble avec les ADP BPP, les «ADP B») et (e) trois cent mille (300.000) actions de préférence de classe C (les «ADP C»), d'une valeur nominale de dix centimes d'euro (EUR 0,10) chacune (collectivement les «Actions de Préférence» ou «ADP» et ensemble avec les Actions Ordinaires, les «Actions»), et avec les droits et obligations tels que définis aux présents statuts.»

«Le capital autorisé non émis de la Société est fixé à sept millions sept cent cinquante-deux mille sept cent quatorze euros et soixante-dix centimes (EUR 7.752.714,70) supplémentaires consistant en (i) deux cent quatre-vingt-huit mille six cent quatre-vingt-sept (288.687) ADP PP supplémentaires et (ii) soixante-dix-sept millions deux cent trente-huit mille quatre cent soixante (77.238.460) actions ordinaires supplémentaires (ensemble, les «Actions Autorisées»), ayant chacune une valeur nominale de dix centimes d'euro (EUR 0,10). Toute Action Autorisée expirera cinq (5) années après la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations de l'acte notarié enregistrant la résolution des actionnaires sur l'augmentation du capital autorisé tenue le 14 février 2013. Les ADP PP autorisées seront réservées pour l'émission d'un maximum de deux cent quatre-vingt-huit mille six cent quatre-vingt-sept (288.687) ADP PP en vue de l'exercice des Options et les actions ordinaires autorisées seront réservées pour l'émission d'un maximum de soixante-dix-sept millions deux cent trente-huit mille quatre cent soixante (77.238.460) actions ordinaires pour la conversion des certificats convertibles préférentiels de capital (s'il y en a) émis par la Société.

Le conseil d'administration ou son (ses) délégué(s) dûment nommé(s) par lui peut de temps à autre émettre des Actions Autorisées dans les limites du capital social autorisé mais non émis aux dates et selon les conditions, y compris le prix d'émission, que le conseil d'administration ou son(ses) délégué(s) déterminera(ont), sans réserver de droits de souscription préférentiels tels que prévus par la loi aux actionnaires existants. L'assemblée générale a autorisé le conseil d'administration à renoncer, supprimer ou limiter tous droits de souscription préférentiels des actionnaires prévus par la loi dans la mesure où le conseil ou son (ses) délégué(s) estime que cette renonciation, suppression ou limitation est appropriée pour l'émission des Actions Autorisées dans les limites du capital social autorisé mais non émis. Afin d'éviter tout doute, les actionnaires renoncent expressément à tout droit de souscription préférentiel qu'ils peuvent avoir concernant les émissions des Actions Autorisées prévues ci-dessus.»

Dépenses

Les coûts, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incomberont à la Société sont estimés à mille huit cents euros (EUR 1.800,-).

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par la présentes qu'à la demande des personnes comparantes le présent acte a été rédigé en français, suivi d'une traduction anglaise; à la demande des mêmes personnes comparantes, en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, la version française fera foi;

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en-tête des présentes.

Après lecture faite aux personnes comparantes, qui sont connues du notaire par leur nom, prénom, état civil et résidence, lesdites parties comparantes ont signé ensemble avec le notaire le présent acte.

Followed by the english translation of the text above

In the year two thousand thirteen, on the fourteenth day of the month of February.

Before Maître Edouard Delosch, notary residing in Diekirch (Grand-Duchy of Luxembourg).

Was held an extraordinary general meeting of shareholders of First Atlas (IX) Lux S.A. (the "Company"), a société anonyme having its registered office at 8, rue Notre-Dame, L-2240 Luxembourg, registered with the Registre du Commerce et des Sociétés of Luxembourg under number B 162.190, incorporated on 16 June 2011 by deed of the undersigned notary, notary then residing in Rambrouch, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial"), number 2206 of 20 September 2011. The articles of association of the Company have been amended several times and for the last time on 7 February 2012 by deed of the undersigned notary, prenamed, published in the Mémorial, number 929 of 11 April 2012.

The meeting was presided over by Me Patrick Santer, maître en droit, professionally residing in Luxembourg.

The chairman appointed as secretary and the meeting elected as scrutineer Me Elsa Idir, maître en droit, professionally residing in Luxembourg.

The chairman declared and requested the notary to state that:

I. The shareholders represented and the number of shares held by them are shown on an attendance list, signed by the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. The said list as well as the proxies signed ne varietur will remain attached to this deed to be filed with the registration authorities.

II. It appears from the attendance list that the entire share capital of the Company is represented at this general meeting and that all shareholders declare being duly informed of the agenda so that this meeting is regularly constituted and may validly deliberate on the agenda set out below:

(1) Amendment of Article 5-1 (E) paragraphs 1 and 2 and insertion of a new Article 21 in the articles of association of the Company so as to read as follows:

Art. 5-1. (E) paragraph 1. "The financial rights attached to all the C PS (the "C PS FR"), i.e. for distribution of dividends, the right to reimbursement of the nominal value and of the share premium, and rights to a share of the proceeds of liquidation, are determined at the Determination Date and shall be equal to an amount calculated as follows:

1. If the Net Multiple of the Investor is less than 1.5, to: Basic value x the number of C PS,
2. If the Net Multiple of the Investor is higher than or equal to 1.5, the C PS FR are determined as follows:
 - a. 15% of the realised Incremental Appreciation (if applicable) between 10% (included) and 15% (excluded) of Gross Investor IRR, it being specified that such amount will only be taken into account when determining the C PS FR if the Gross Investor IRR is higher than or equal to 15%; and
 - b. 20% of the realised Incremental Appreciation (if applicable) between 15% (included) and 20% (excluded) of Gross Investor IRR; and
 - c. 25% of the realised Incremental Appreciation (if applicable) between 20% (included) and 25% (excluded) of Gross Investor IRR; and
 - d. 30% of the realised Incremental Appreciation (if applicable) between 25% (included) and 30% (excluded) of Gross Investor IRR; and
 - e. 35% of the realised Incremental Appreciation (if applicable) above 30% of Gross Investor IRR.
3. The total amount of the financial rights attached to the B shares as determined in accordance with the provisions of the Webhelp UK Holding Articles of Association of which the articles relating to the financial rights attached to the B shares are set out in Article 21, shall be deducted from the amount calculated pursuant to the above paragraphs 1. and 2.
4. In any event the amount of the C PS FR may not exceed an amount corresponding to 22.5% of the Total Appreciation realised by the Charterhouse Investors."

Art. 5-1. (E) paragraph 2. after the definition "Received Project Flows", the following definition is inserted:

"Webhelp UK Holding Articles of Association" refers to the articles of association of the company Webhelp UK Holding, a limited liability company incorporated under the laws of the United Kingdom and registered with the company registry of London under number 8300453 of which the articles relating to the financial rights attached to the B shares are set out in Article 21;"

Art. 21. (new). "The relevant provisions of the Webhelp UK Holdings Articles of Association referred to in Article 5-1(E) shall be read as follows, it being specified that the English version of the below provisions shall prevail:

English version of the Webhelp UK Holdings Articles of Association (Webhelp UK Holding being defined as "the Company" for the sole purposes of this article):

" 1. Definitions and Interpretation.

1.1 In these Articles unless there is something in the subject or context inconsistent therewith:

"A' Shares" means the 'A' ordinary shares of 10p each in the capital of the Company;

[...]

"Articles" means these articles [of the articles of association of Webhelp UK Holdings Ltd] (as amended from time to time) and "article" means the appropriate section of the Articles;

[...]

"B' Shareholder" means a holder of 'B' Shares;

"B' Shares" means the 'BDT' Shares, the 'BDH' Shares, the 'BAD' Shares and the 'BRES' Shares;

"Bad Leaver" has the meaning given in article 13.3 [of the articles of association of Webhelp UK Holdings Ltd];

"BAD' Shares" means the ordinary shares of 10p each in the capital of the Company designated as 'BAD' Shares;

"BDH' Shares" means the ordinary shares of 10p each in the capital of the Company designated as 'BDH' Shares;

"BDT' Shares" means the ordinary shares of 10p each in the capital of the Company designated as 'BDT' Shares;

"BRES' Shares" means the 'BRES' ordinary shares of 10p each in the capital of the Company designated as 'BRES' Shares;

[...]

"Cash" means cash and cash equivalents of the Company as at the Relevant Date comprising cash in hand or at bank and on demand deposits with banks;

"Cessation Date" means the date upon which a person becomes a Departing Employee;

"Company Accounts" means the financial statements of the Webhelp UK Group to be prepared for the 12 months prior to the Relevant Date in accordance with IFRS and the accounting policies applicable to the Webhelp UK Group financial statements applied consistently with past practice provided that where there is any inconsistency between IFRS and relevant past practice, IFRS shall prevail;

"Company EBITA" means earnings before tax, interest and amortisation of the Webhelp UK Group as at the Relevant Date, as calculated by reference to the Company Accounts as adjusted:

- (a) in relation to all Other Management Charges arising in the same period; and
- (b) for quality of earnings as identified by the auditors.

"Company Exit Multiple" means:

(a) the total enterprise value of the Direct Sale, expressed in the same currency as the Company EBITA, (provided that where the Direct Sale comprises part or only part only of the share capital of the Company, the share capital component of the enterprise value shall be calculated on the basis of that amount which would have been paid if the whole of the issued ordinary share capital had been acquired at the same price per Share as the Shares comprised in the Direct Sale plus in respect of the issued Preference Shares an amount per Preference Share equal to the Issue Price plus the amount equal to 12 per cent per annum of the Issue Price calculated from the date of issue until the Relevant Date less any dividend paid on such Shares), divided by the Company EBITA; or

(b) the total value of the IPO, (being the price per share (expressed in the same currency as the Company EBITA) at which ordinary shares in the Company is proposed to be sold in connection with the IPO (in the case of an offer for sale, being the underwritten price (or if applicable the minimum tender price), and in the case of a placing, being the placing price, and in each case, multiplied by the number of then issued ordinary shares in the Company (immediately following the IPO) and such amount to be increased by the amount of the Net Indebtedness plus in respect of the issued Preference Shares an amount per Preference Share equal to the Issue Price plus the amount equal to 12 per cent per annum of the Issue Price calculated from the date of issue until the Relevant Date less any dividend paid on such Shares, and divided by the Company EBITA;

(as applicable); or

(c) such other multiple as agreed between the Shareholders.

[...]

"Debt" means the aggregate amount of indebtedness of the Webhelp UK Group for borrowed monies and for finance leases (or similar arrangements where the Webhelp UK Group does not receive good title to goods until such goods have been paid for in full), borrowings and other financial liabilities of the Webhelp UK Group (including in each case, accrued interest and penalties thereon and including any break fees incurred as a result of completion of the Relevant Transaction), intra-group loans, shareholder debt and vendor loan notes but excluding any sums due in respect of the Preference Shares, in each case as at immediately prior to the completion of the Sale or IPO or transfer pursuant to Article 13 [of the articles of association of Webhelp UK Holdings Ltd] (as the case requires)) as calculated in accordance with IFRS and the accounting policies applicable to the Company Accounts applied consistently with past practice and the calculation of debt as applied in the Sale or Relevant Transaction;

"Departing Employee" a 'B' Shareholder who is a Good Leaver, Bad Leaver or Medium Leaver;

[...]

"Direct Sale" means a transfer in one transaction or in a series of transactions of more than 50 per cent of the shares and debt securities in the Company;

[...]

"Entry Multiple" means a multiple of 7.2;

[...]

"French GAAP" means the Generally Accepted Accounting Principles in France;

[...]

"Good Leaver" has the meaning given in article 13.3 [of the articles of association of Webhelp UK Holdings Ltd];

"Group" means the Ultimate Holding Company and each of its subsidiaries and subsidiary undertakings from time to time and all of them and each of them as the context admits and "Group Company" means any one of them;

"Group Accounts" means the financial statements of the Relevant Group to be prepared for the 12 months prior to the Relevant Date in accordance with IFRS or French GAAP (whichever is applicable at the Relevant Date) and the accounting policies applicable to the Relevant Group financial statements applied consistently with past practice provided that where there is any inconsistency between IFRS or French GAAP (whichever is applicable at the Relevant Date) and relevant past practice, the applicable accounting standard shall prevail;

"Group EBITA" means earnings before tax, interest and amortisation of the Relevant Group as at the Relevant Date calculated by reference to the Group Accounts as adjusted:

- (a) in relation to all Other Management Charges arising in the same period; and
- (b) for quality of earnings as identified by the auditors.

"Group Exit Multiple" means:

(a) the total enterprise value of the Relevant Transaction, expressed in the same currency as the Group EBITA (provided that where the Relevant Transaction comprises part or only part only of the share capital of the relevant Holding Company, the equity component of the enterprise value shall be calculated on the basis of that amount which would have been paid if the whole of the issued share capital had been acquired at the same price per share as the shares comprised in the Relevant Transaction), divided by the Group EBITA; or

(b) the total value of the IPO (being the price per Share (expressed the same currency as the Group EBITA) at which ordinary shares in the relevant Holding Company is proposed to be sold in connection with the IPO (in the case of an offer for sale, being the underwritten price (or if applicable the minimum tender price), and in the case of a placing being the placing price) in each case, multiplied by the number of then issued ordinary shares in the relevant Holding Company (immediately following the IPO), and such amount to be increased by the amount of the Net Indebtedness plus an amount equal to the aggregate value of any preference shares issued by the relevant Holding Company (and any sums due in relation thereto), and divided by the Group EBITA, (as applicable); or

(c) such other multiple as agreed between the Shareholders.

[...]

"Holding Company" means any holding company of the Majority 'A' Shareholder (whether it be an intermediate holding company or the Ultimate Holding Company);

[...]

"IFRS" means the international accounting standards, within the meaning of the IAS Regulation, adopted from time to time by the European Commission in accordance with that Regulation;

"Incurred Management Charges" means all management costs payable by a company in the Webhelp UK Group to a Group Company that are not Other Management Charges;

"Issue Price" means in respect of a share in the capital of the Company, the aggregate of the amount paid up (or credited as paid up) in respect of the nominal value thereof and any share premium thereon;

"IPO" means:

(a) together the admission of any part of the share capital of the Company or any Holding Company to the Official List of the Financial Services Authority becoming effective in accordance with paragraph 7.1 of the Listing Rules and their admission to trading on the London Stock Exchange's main market for listed securities becoming effective in accordance with paragraph 2.1 of the Admission and Disclosure Standards of the London Stock Exchange;

(b) the grant of permission for dealings therein on AIM (a market of the London Stock Exchange);

(c) the admission of any part of the share capital of the Company or any Holding Company to listing on any recognised investment exchange (as that term is used in section 285 of FSMA); or

(d) together the admission of any part of the share capital of the Company or any Holding Company to any other recognised investment exchange in a jurisdiction other than the United Kingdom;

[...]

"Majority 'A' Shareholder" means the holder or holders of a majority of the 'A' Shares;

"Medium Leaver" has the meaning given in article 13.3 [of the articles of association of Webhelp UK Holdings Ltd];

[...]

"Net Indebtedness" means the consolidated net debt of the Webhelp UK Group as at the Relevant Date derived from the aggregate amount of Debt:

(a) less the cumulative amount of Other Management Charges; and

(b) less Cash of the Webhelp UK Group; and

(c) plus the amount of any unpaid Incurred Management Charges,

in each case as at the Relevant Date, calculated by reference to the Company Accounts, including any adjustment identified by the auditors which is also applied in the Sale or which is included in the accounts prepared for the purpose of an IPO;

"Net Value" means:

(b) in the case of a Direct Sale or IPO of the Company or other return of capital of the Company, the value of the ordinary share capital in the Company as at the Relevant Date calculated as the difference between:

(A) the Company Exit Multiple multiplied by the Company EBITA; and

(B) the Net Indebtedness plus the Issue Price of the Preference Shares and any amount or owing in respect of the Preference Shares;

(c) in the case of a Relevant Transaction or IPO of a Holding Company the value of the ordinary share capital in the Company as at the Relevant Date calculated in accordance with the following:

(ii) if the Group Exit Multiple is equal to or lower than the Entry Multiple, then Net Value shall be equal to the difference between:

(A) the Group Exit Multiple multiplied by the Company EBITA; and

(B) the Net Indebtedness plus the Issue Price of the Preference Shares and any amount owing in respect of the Preference Shares; and

(iii) if the Group Exit Multiple is higher than the Entry Multiple, then Net Value shall be equal to the difference between:

(A) the sum of the Entry Multiple and 30 per cent of the difference between the Entry Multiple and the Group Exit Multiple, multiplied by the Company EBITA; and

(B) the Net Indebtedness plus the Issue Price of the Preference Shares and any amount owing in respect of the Preference Shares;

[...]

"Other Management Charges" means management costs payable by a company in the Webhelp UK Group to a Group Company that: (i) were incurred prior to or on 3rd January 2013; or (ii) were incurred after 3rd January 2013 but which were not required for the Webhelp UK Group to operate in the ordinary course of business;

[...]

"Preference Shares" means the fixed income non-redeemable preference shares of £0.0001 each in the capital of the Company;

[...]

"Relevant Date" means the date of the completion of a Sale or IPO, or in the case of Article 13 [of the articles of association of Webhelp UK Holdings Ltd], the Cessation Date;

"Relevant Group" the group comprising the Holding Company that is the subject of the Relevant Transaction and its subsidiaries and other subsidiary undertakings;

[...]

"Relevant Transaction" means the transfer in one transaction or in a series of transactions of more than 50 per cent of the shares, options or other rights to subscribe for shares issued by a Holding Company and any debt securities issued by a Holding Company;

"Sale" means a Direct Sale or Relevant Transaction;

"Share" means a share in the capital of the Company;

[...]

"Ultimate Holding Company" means First Atlas (IX) S.A.; and

[...]

"Webhelp UK Group" means the Company and its subsidiaries and other subsidiary undertakings from time to time and all of them and each of them as the context admits;"

" 5. Share rights: Capital.

5.1 On a return of capital of the Company on liquidation, reduction of capital or otherwise, the surplus assets of the Company remaining after payment of its liabilities shall be applied in the following manner and order of priority:

(a) first, in paying to the holders of the Preference Shares the Issue Price of such shares plus an amount equal to 12 per cent per annum of the Issue Price calculated from the date of issue of the relevant Preference Shares less any dividend already paid on such shares;

(b) second, to the holders of 'B' Shares the amount that is equal to 15 per cent of the Net Value, apportioned as follows:

(i) in the case of 'BRES' Shares, the amount that is equal to 4 per cent of the Net Value provided always that if all of the 4,400 'BRES' Shares have not been issued at the time of the liquidation, reduction of capital or other return of capital, the amount distributed to the 'BRES' Shares as a class shall be the lower of 4 per cent of the Net Value and 'Z' calculated as follows:

$$Z = 4 \times (Y + 4,400)$$

Where Z = the percentage of the Net Value to be distributed to the holders of the 'BRES' Shares as a class (which number for the avoidance of doubt cannot be equal to or greater than 4 per cent); and

Y = the total number of issued 'BRES' Shares at the time of the return of capital,

(ii) in the case of 'BDT' Shares, the amount that is equal to six elevenths of V;

(iii) in the case of 'BDH' Shares, the amount that is equal to three elevenths of V; and

(iv) in the case of 'BAD' Shares, the amount that is equal to two elevenths of V;

where for the purpose of this article 5.1(b), 'V' is equal to the amount being the greater of (i) 11 per cent of the Net Value and (ii) 15 per cent of the Net Value less the amount (expressed as a percentage of Net Value) to be distributed to the holders of the 'BRES' Shares as a class in accordance with article 5.1 (b)(i);

(c) lastly in distributing the balance amongst the holders of the 'A' Shares pro rata to the number of such Shares held.

5.2 On a Direct Sale or IPO of the Company, the proceeds of such Direct Sale or IPO of the Company shall be distributed in the following manner and order of priority:

(a) first, in paying to the holders of the Preference Shares the Issue Price of such shares plus an amount equal to 12 per cent per annum of the Issue Price calculated from the date of issue of the relevant Preference Shares less any dividend already paid on such shares;

(b) second, to the holders of B Shares the amount that is equal to 15 per cent of the Net Value, apportioned as follows:

(i) in the case of 'BRES' Shares, the amount that is equal to 4 per cent of the Net Value provided always that if all of the 4,400 'BRES' Shares have not been issued at the time of the Direct Sale or IPO of the Company the amount distributed to the 'BRES' Shares as a class shall be the lower of 4 per cent of the Net Value and 'Z' calculated as follows:

$$Z = 4 \times (Y - 4,400)$$

Where Z = the percentage of the Net Value to be distributed to the holders of the 'BRES' Shares as a class (which number for the avoidance of doubt cannot be equal to or greater than 4 per cent); and

Y = the total number of issued 'BRES' Shares at the time of the Direct Sale or IPO of the Company,

(ii) in the case of 'BDT' Shares, the amount that is equal to six elevenths of V;

(iii) in the case of 'BDH' Shares, the amount that is equal to three elevenths of V;

(iv) in the case of 'BAD' Shares, the amount that is equal to two elevenths of V,

where for the purpose of this article 5.2(a), 'V' is equal to the amount being the greater of (i) 11 per cent of the Net Value and (ii) 15 per cent of the Net Value less the amount (expressed as a percentage of Net Value) to be distributed to the holders of the 'BRES' Shares as a class in accordance with article 5.2(b)(i); and

(c) lastly in distributing the balance amongst the holders of the 'A' Shares pro rata to the number of such Shares held."

(2) (i) Increase of the authorised share capital of the Company by an amount of seven million, seven hundred and twenty-three thousand, eight hundred and forty-six euro (EUR 7,723,846.-) represented by seventy-seven million, two hundred and thirty-eight thousand, four hundred and sixty (77,238,460) ordinary shares with a nominal value of ten euro cent (EUR 0.10) each, so as to bring it from its current amount of an additional twenty-eight thousand, eight hundred and sixty-eight euro and seventy cents (EUR 28,868.70) (excluding the issued share capital) to seven million, seven hundred and fifty-two thousand, seven hundred and fourteen euro and seventy cents (EUR 7,752,714.70) (excluding the subscribed share capital) consisting of (i) two hundred and eighty-eight thousand, six hundred and eighty-seven (288,687) additional PP PS and (ii) seventy-seven million, two hundred and thirty-eight thousand, four hundred and sixty (77,238,460) additional ordinary shares (the "Authorised Shares") with a nominal value of ten euro cents (EUR 0.10) each; (ii) acknowledgment and approval of the report drawn up by the board of directors of the Company in accordance with Article 32-3 (5) of the amended Law of 10 August 1915 on commercial companies (the "Law") regarding the limitation on preferential subscription rights and the price at which the Authorised Shares may be issued if issued against a consideration in cash (the "Report"); (iii) authorisation to the board of directors of the Company to suppress or limit the preferential subscription rights in case of issue of Authorised Shares within the limits of the authorised share capital; (iv) extension of the validity period of the authorised share capital;

(3) (i) Increase of the issued share capital of the Company by an amount of eighty-five thousand, four hundred and forty-five euro (EUR 85,445.-) in order to bring it from its current amount of thirty-seven million, six hundred and thirty-five thousand, two hundred and thirty-one euro and fifty cents (EUR 37,635,231.50) to thirty-seven million, seven hundred and twenty thousand, six hundred and seventy-six euro and fifty cents (EUR 37,720,676.50) by creating and issuing eight hundred and twenty-five thousand, nine hundred (825,900) ordinary shares and twenty-eight thousand, five hundred and fifty (28,550) class B-2 preference shares with a nominal value of ten euro cents (EUR 0.10) each (the "New Shares"); (ii) subscription and payment of the subscription price of the New Shares by way of a contribution in cash of three hundred and sixty-eight thousand, ninety euros (EUR 368,090.-), allocation of eighty-five thousand, four hundred and forty-five euro (EUR 85,445.-) to the share capital of the Company and the remainder to the share premium account of the Company; (iii) subscription to the New Shares by current shareholders and withdrawal of the preferential subscription rights of the current shareholders who do not subscribe to the New Shares; and

(4) Following the resolutions of items (2) and (3) of the agenda, amendment of Article 5, paragraphs 1, 2 and 3 of the articles of association of the Company.

Thereupon the shareholders having voting rights unanimously passed the following resolutions:

First resolution

The meeting resolved to amend Article 5-1 (E), paragraphs 1 and 2, and to insert a new Article 21 in the articles of association of the Company so as to read as provided under item (1) of the aforementioned agenda.

Second resolution

The meeting resolved to acknowledge and approve the report drawn up by the board of directors of the Company in accordance with Article 32-3 (5) of the Law of 10 August 1915 on commercial companies as amended (the "Law") regarding the limitation on preferential subscription rights and the price at which the shares from the authorised share capital may be issued if issued against a consideration in cash (the "Report") and resolved that such report complied with the said Article 32-3(5).

The meeting resolved to increase the authorised share capital of the Company by an amount of seven million, seven hundred and twenty-three thousand, eight hundred and forty-six euro (EUR 7,723,846.-) represented by seventy-seven million, two hundred and thirty-eight thousand, four hundred and sixty (77,238,460) ordinary shares with a nominal value of ten euro cent (EUR 0.10) each, so as to bring it from its current amount of an additional amount of twenty-eight thousand, eight hundred and sixty-eight euros and seventy cents (EUR 28,868.70) (excluding the issued share capital) to seven million, seven hundred and fifty-two thousand, seven hundred and fourteen euro and seventy cents (EUR 7,752,714.70) (excluding the subscribed share capital) consisting of (i) two hundred and eighty-eight thousand, six hundred and eighty-seven (288,687) additional PP PS and (ii) seventy-seven million, two hundred and thirty-eight thousand, four hundred and sixty (77,238,460) additional ordinary shares (the "Authorised Shares"), with a nominal value of ten euro cents (EUR 0.10) each.

The meeting resolved to authorise the board of directors of the Company during a five-year period starting on the date of publication of this deed in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations to increase all or part of the share capital from time to time by issuing additional shares (and/or instruments convertible into shares or giving right to subscribe to shares) up to the limits of the authorised unissued share capital and to issue Authorised Shares within the limits of the authorised unissued share capital against contribution in cash, in kind or by way of incorporation of available premium or reserves or otherwise pursuant to the terms and conditions determined by the board of directors or its delegate(s), while preserving, suppressing or limiting the pre-emptive subscription rights of existing shareholders.

The meeting resolved to authorise the board of directors to delegate to any duly authorised officer of the Company or to any other duly authorised person the duties of accepting subscriptions and receiving payment for Authorised Shares representing all or part of such capital increases.

Third resolution

The meeting resolved to increase the issued share capital of the Company by an amount of eighty-five thousand, four hundred and forty-five euro (EUR 85,445.-) from its current amount of thirty-seven million, six hundred and thirty-five thousand, two hundred and thirty-one euro and fifty cents (EUR 37,635,231.50) to thirty-seven million, seven hundred and twenty thousand, six hundred and seventy-six euro and fifty cents (EUR 37,720,676.50) by creating and issuing eight hundred and twenty-five thousand, nine hundred (825,900) ordinary shares and twenty-eight thousand, five hundred and fifty (28,550) class B-2 preference shares with a nominal value of ten euro cents (EUR 0.10) each (the "New Shares").

The meeting acknowledged and approved the Report drawn up in accordance with Article 32-3(5) of the Law regarding the withdrawal of the preferential subscription rights, and resolved that such Report complied with said Article 32-3(5).

The meeting resolved to withdraw the preferential subscription rights of the existing shareholders of the Company who do not subscribe to the New Shares (the "Non-Subscribing Shareholders") in relation to the New Shares to be issued and it noted that the Non-Subscribing Shareholders have waived at their pre-emptive subscription rights in relation to such issue.

Thereupon, the New Shares were subscribed for a total issue price of three hundred and sixty-eight thousand, ninety euro (EUR 368,090.-) and were paid in cash by the following subscribers in the proportions set forth below pursuant to subscription forms which having been signed by the appearing person and the undersigned notary, shall remain attached to this document to be filed with the registration authorities:

| Name of Subscriber | Number of shares subscribed | Subscription price (€) |
|-----------------------------------|---|------------------------|
| CCP IX LP NO.1 | 443,814 ordinary shares 15,342 class B-2 preference shares | 197,801.40 |
| CCP IX LP NO.2 | 369,881 ordinary shares 12,786 class B-2 preference shares | 164,848.10 |
| CCP IX CO-INVESTMENT LP | 12,205 ordinary shares 422 class B-2 preference shares | 5,440.50 |
| TOTAL | 825,900 ordinary shares 28,550 class B-2 preference shares | 368,090 |

Evidence of such payments for the New Shares was given to the undersigned notary.

The meeting resolved to allocate eighty-five thousand, four hundred and forty-five euro (EUR 85,445.-) to the share capital of the Company and two hundred and eighty-two thousand, six hundred and forty-five euro (EUR 282,645.-) to the share premium account of the Company.

Fourth resolution

As a result of the second and third resolutions, the Meeting resolved to amend Article 5, paragraphs 1 to 3 of the articles of association of the Company so as to read as follows:

"The share capital of the Company is set at thirty-seven million, seven hundred and twenty thousand, six hundred and seventy-six euro and fifty cents (EUR 37,720,676.50) divided into:

(i) three hundred and seventy-two million, one hundred and seventy-one thousand, four hundred and sixty (372,171,460) ordinary shares with a nominal value of ten euro cents (EUR 0.10) (the "Ordinary Shares"), and

(ii) (a) four hundred and forty thousand, two hundred (440,200) class A-1 preference shares (the "A1 PS"), one hundred and thirty-five thousand, (135,000) class A-2 preference shares (the "A2 PS"), fifteen thousand, (15,000) class A-3 preference shares (the "A3 PS"), (b) two million, eight hundred and ninety-seven thousand, seven hundred and eighty-eight (2,897,788) class B1 preference shares (the "B1 PS"), (c) one (1) PP class preference share (the "PP PS" or if more, the "PP PS") (the B1 PS and the PP PS being collectively the "BPP PS"), (d) one million, two hundred and forty-seven thousand, three hundred and sixteen (1,247,316) class B-2 preference shares (the "B2 PS", and together with the BPP PS, the "B PS") and (e) three hundred thousand, (300,000) with a nominal value of ten euro cents (EUR 0.10) each (collectively the "Preference Shares" or "PS" and, together with the Ordinary Shares, the "Shares) and with the rights and obligations as defined in these articles of incorporation."

"The authorised unissued capital of the Company is set at an additional seven million, seven hundred and fifty-two thousand, seven hundred and fourteen euros and seventy cents (EUR 7,752,714.70) consisting of (i) two hundred and eighty-eight thousand, six hundred and eighty-seven (288,687) additional PP PS and (ii) seventy-seven million, two hundred and thirty-eight thousand, four hundred and sixty (77,238,460) additional ordinary shares (together, the "Authorised Shares"), with a nominal value of ten euro cents (EUR 0.10) each. Any Authorised Share will expire five (5) years after publication in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of the notarial deed recording the resolution of the shareholders on the increase of the authorised share capital passed on 14 February 2013. The authorised PP PS shall be reserved for the issue of up to two hundred and eighty-eight thousand, six hundred and eighty-seven (288,687) PP PS in order to exercise the Options and the authorised ordinary shares shall be reserved for the issue of up to seventy-seven million, two hundred and thirty-eight thousand, four hundred and sixty (77,238,460) ordinary shares in order to convert the convertible preferred equity certificates (if any) issued by the Company.

The board of directors or its duly appointed delegate(s) may, from time to time, issue Authorised Shares within the limits of the authorised but unissued share capital at the times and under the conditions, including the issue price, which the board of directors or its delegate(s) shall determine, without reserving any preferential subscription rights to existing shareholders, as provided by law. The general meeting authorised the board of directors to waive at, withdraw or limit all preferential subscription rights of the shareholders provided by law to the extent that the board or its representative (s) consider that such waiver, withdrawal or limitation is relevant regarding the issue of Authorised Shares within the limits of the authorised but unissued share capital. For the avoidance of doubt, the shareholders expressly waive at any preferential subscription rights which they may have concerning the issues of Authorised Shares as detailed above."

Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company, are estimated at one thousand eight hundred euro (EUR 1,800.-).

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that at the request of the appearing persons, this deed is drafted in French followed by an English translation; at the request of the same persons, in case of discrepancies between the English and French version, the French version shall prevail.

Whereof, done in Luxembourg on the day before mentioned.

This deed having been read to the appearing persons, who are known to the notary by their surname, first name, civil status and residence, the said appearing persons signed together with the notary this deed.

Signé: P. SANTER, E. IDIR, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 18 février 2013. Relation: DIE/2013/2171. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): pd RECKEN.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 25 février 2013.

Référence de publication: 2013027768/1020.

(130033488) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2013.

CCP III UK Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 46.231,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 160.971.

In the year two thousand twelve, on the twenty-seventh day of December,

Before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

was held an extraordinary general meeting (the Meeting) of the sole shareholder of CCP III UK Holdings S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Register of Commerce and Companies of Luxembourg under number B-160.971 (the Company).

The Company was incorporated on May 17, 2011 pursuant to a deed of Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1806, on August 8, 2011. The articles of association of the Company (the Articles) have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary, on August 17, 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2518, on October 10, 2011.

There appeared

Curzon Capital Partners III S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 16, avenue Pasteur L-2310 Luxembourg, registered with the Register of Commerce and Companies of Luxembourg under number B 160.909 (the Sole Shareholder),

hereby represented by Regis Galiotto, notary's clerk, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

Said proxy, after having been signed *in* varietur by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this deed for the purpose of registration.

The Sole Shareholder has requested the undersigned notary to record the following:

I. That the Sole Shareholder holds all the shares in the share capital of the Company;

II. That the agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Creation of redeemable shares in the share capital of the Company having a nominal value of one Pound Sterling (GBP 1.-) each (the Redeemable Shares);

2. Conversion of ten (10) existing ordinary shares into ten (10) Redeemable Shares;

3. Amendment and full restatement of the articles of association of the Company;

4. Amendment to the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes and to authorise and empower any manager of the Company, any lawyer or employee of Loyens & Loeff in Luxembourg, each acting individually, to proceed on behalf of the Company, to the registration of the newly issued shares in the register of shareholders of the Company and to execute, deliver and perform under any documents (including a notice) necessary or useful for such purpose;

5. Miscellaneous.

III. That the Meeting has taken the following resolutions.

First resolution

The Meeting resolves to create redeemable shares in the share capital of the Company having a nominal value of one Pound Sterling (GBP 1.-) each (the Redeemable Shares).

Second resolution

The Meeting resolves to convert ten (10) existing ordinary shares into ten (10) Redeemable Shares.

Third resolution

The Meeting resolves to fully restate the Articles, so that the fully restated articles of association shall henceforth read as follows:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is "CCP III UK Holdings S.à r.l." (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The Company's registered office is established in the municipality of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within that municipality by a resolution of the board of managers. It may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers. If the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely ceased. Any such temporary measures do not affect the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The purpose of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and in any real estate properties, and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin. The Company may invest in real estate whatever the acquisition modalities including but not limited to the acquisition by way of sale or enforcement of security.

3.2. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or some of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated activities of the financial sector without having obtained the required authorisation.

3.3. The Company may use any techniques and instruments to efficiently manage its investments and to protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favour or relate to its corporate object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period.

4.2. The Company is not dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The entire corporate capital of the Company is set at forty-six thousand two hundred and thirty-one Pounds Sterling (GBP 46,231.-) and is represented by (i) forty-six thousand two hundred and twenty-one (46,221) ordinary shares in registered form, having a par value of one Pound Sterling (GBP 1.-) each (the Ordinary Shares), all subscribed and fully paid-up and (ii) ten (10) redeemable shares (the Redeemable Shares) all in registered form with a par value of one Pound Sterling (GBP 1.-) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. Each holder of an Ordinary Share is hereinafter individually referred to as an Ordinary Shareholder and the holders of Ordinary Shares are hereinafter collectively as the Ordinary Shareholders.

5.3. Each holder of a Redeemable Share is hereinafter individually referred to as a Redeemable Shareholder and the holders of Redeemable Shares are hereinafter collectively as the Redeemable Shareholders.

5.4. The Ordinary Shares and the Redeemable Shares are hereinafter collectively referred to as the Shares. The Ordinary Shareholders and the Redeemable Shareholders are hereinafter collectively referred to as the Shareholders.

5.5. The Company may maintain a special capital reserve account and/or share premium account in respect of the Shares and there shall be recorded to such accounts, the amount or value of any contribution/premium paid up in relation to the Shares. Amounts so recorded to such accounts will constitute freely distributable reserves of the Company and will be available for distribution to the Shareholders, as set out in these Articles.

5.6. The amount of the special capital reserve account and/or share premium account may be used for the purpose of redeeming and/or repurchasing the Shares as per article 7 of these Articles, to offset any net realised losses, to make distributions to the Shareholders or to allocate funds to the legal reserve of the Company.

5.7. If the Shareholders resolve to distribute any profits, the profits are to be distributed by the Company as follows:

(i) the Ordinary Shareholders shall, on pro rata and pari passu basis, be entitled to all the distributable profits derived by the Company from income in respect of the Company's assets and investments (including, but not limited to dividends, interest and any gains, which constitute income for United Kingdom tax purposes) (together the Income Profits); and

(ii) all the distributable profits derived by the Company from capital gains in respect of the Company's assets and investments, being amounts other than Income Profits (including but, not limited to capital gains, liquidation profits and sale proceeds) (together the Capital Gain Profits) may be distributed only to the Redeemable Shareholders on pro rata and pari passu basis; and

(iii) any profits other than Income Profits and Capital Gain Profits (the Remaining Profits) shall be distributed to the Ordinary Shareholders on pro rata and pari passu basis.

5.8. For the avoidance of doubt, profits may be distributed to the Shareholders only if the Shareholders resolve such distribution.

Art. 6. Shares.

6.1. Each Share entitles its owner to one vote at the general meetings of Shareholders. Ownership of a share carries implicit acceptance of these Articles and the resolutions of the sole shareholder or the general meeting of shareholders.

6.2. Each Share is indivisible as far as the Company is concerned.

6.3. Co-owners of Shares must be represented towards the Company by a common attorney-in-fact, whether appointed amongst them or not.

6.4. The sole shareholder may transfer freely its Shares when the Company is composed of a sole shareholder. The Shares may be transferred freely amongst Shareholders when the Company is composed of several shareholders. The Shares may be transferred to non-shareholders only with the authorisation of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the share capital.

6.5. The transfer of Shares must be evidenced by a notarial deed or by a deed under private seal. Any such transfer is not binding upon the Company and upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, in pursuance of article 1690 of the Civil Code.

Art. 7. Redemption and/or Repurchase of Shares.

7.1. In the course of any given financial year, the Company may redeem and/or repurchase, at the option of its sole shareholder or shareholders, all the Redeemable Shares (and subsequently all the Ordinary Shares) at a redemption/repurchase price as determined by the Board and approved by the sole shareholder or the Shareholders (the Redemption Price).

7.2. The redemption and/or the repurchase of the Shares in accordance with article 7 of these Articles is permitted provided that:

(i) all the Redeemable Shares are always redeemed and/or repurchased in full at the same time, it being understood that the Ordinary Shares may be redeemed and/or repurchased in full only after the redemption and/or repurchase of all the Redeemable Shares;

(ii) the net assets of the Company, as evidenced in the interim accounts of the Company to be prepared by the board of managers, are not, or following the redemption would not become, lower than the amount of the share capital of the Company plus the reserves which may not be distributed under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and / or these Articles;

(iii) the Redemption Price does not exceed the amount of profits of the current financial year plus any profits carried forward and any amounts drawn from the Company's reserves available for such purpose, less any losses of the current financial year, any losses carried forward and sums to be allocated in reserve under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and these Articles; and

(iv) the redemption and/or repurchase is made on the context of a reduction of the capital of the Company. The redemption and/or repurchase shall be decided by the shareholders in accordance with article 12 of these Articles. For the avoidance of doubt, the amount of the share capital reduction shall be paid to the holders of the class of shares subject to such redemption and/or repurchase.

7.3. The Ordinary Shares may be redeemed and/or repurchased only after the redemption and/or repurchase of all the Redeemable Shares.

7.4. In the event of a reduction of share capital through the redemption and/or repurchase and the cancellation of the Redeemable Shares, the Redeemable Shares give right to the holders thereof pro rata to their holding to the Available Amount (or any other amount resolved by the General Meeting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles provided however that such other amount shall never be higher than such Available Amount), in each case determined on the basis of interim accounts of the Company on a date no earlier than eight (8) days before the date of the redemption and/or repurchase and cancellation of the Redeemable Shares.

7.5. The Available Amount in relation to the Redeemable Shares will be equal to the total amount of Capital Gain Profits of the Company (including carried forward Capital Gain Profits) to the extent the shareholders and/or the board of managers would have been entitled to dividend distributions according to Article 16 of the Articles, increased by (i) any freely distributable reserves (including special capital reserve account and/or share premium account) and (ii) as the case may be by the amount of the share capital reduction relating to the Redeemable Shares to be cancelled but reduced by (i) any losses (including carried forward losses) and (ii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of law or of the Articles, each time as set out in the relevant interim accounts (without any double counting).

7.6. For the avoidance of doubt, the Available Amount may not include any Income Profits (including carried forward Income Profits).

7.7. In case of redemption and/or repurchase of the Ordinary Shares, the Redemption Price may include Income Profits (including carried forward Income Profits) and Remaining Profits (including carried forward Remaining Profits), but may not include Capital Gain Profits.

7.8. In case of redemption and/or repurchase of the Redeemable Shares, the Redemption Price may include Capital Gain Profits (including carried forward Capital Gain Profits), but may not include Income Profits.

7.9. The amount of the special capital reserve account and/or share premium account may be used for the purpose of redeeming/repurchasing each class of Shares.

III. Management - Representation

Art. 8. Appointment and Removal of managers.

8.1. The Company is managed by at least three (3) managers appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of its mandate. The managers need not be shareholders.

8.2. The managers and any additional or replacement manager appointed to the Company, may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholders.

Art. 9. Board of managers.

9.1. If several managers are appointed, they constitute the board of managers (the Board), which will be constituted by one manager of category A (the A Manager) and two or more managers of category B (the B Manager) (The A Manager and the B Managers are collectively referred to herein as Managers).

9.2. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the shareholder(s) by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object.

(ii) The Board may delegate special and limited powers to one or more agents for specific matters.

9.3. Procedure

(i) The Board meets at the request of any one (1) manager, at the place indicated in the convening notice, which in principle is in Luxembourg.

(ii) Written notice of any Board meeting is given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in the case of an emergency, whose nature and circumstances are set forth in the notice.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and state that know the agenda for the meeting. A manager may also waive notice of a meeting, either before or after the meeting. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant another manager power of attorney in order to be represented at any Board meeting.

(v) The Board may only validly deliberate and act if a majority of its members are present or represented and at least one (1) A manager and at least one (1) B manager are present or represented. Board resolutions are validly adopted by a majority of the votes by the managers present or represented and at least one (1) A manager and at least one (1) B manager are present or represented. Board resolutions are recorded in minutes signed by the chairperson of the meeting or, if no chairperson has been appointed, by all the managers present or represented.

(vi) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.

(vii) Circular resolutions signed by all the managers (the Managers' Circular Resolutions) are valid and binding as if passed at a duly convened and held Board meeting, and bear the date of the last signature.

9.4. Representation

(i) The Company is bound towards third parties in all matters by the the sole signature of its A Manager or by the joint signature of any two B Managers.

(ii) The Company is also bound towards third parties by the signature of any person to whom special powers have been delegated.

Art. 10. Sole manager.

10.1. If the Company is managed by a sole manager, all references in the Articles to the Board or the managers are to be read as references to the sole manager, as appropriate.

10.2. The Company is bound towards third parties by the signature of the sole manager.

10.3. The Company is also bound towards third parties by the signature of any person to whom the sole manager has delegated special powers.

Art. 11. Liability of the managers.

11.1. The managers may not, be held personally liable by reason of their mandate for any commitment they have validly made in the name of the Company, provided those commitments comply with the Articles and the Law.

IV. Shareholder(s)

Art. 12. General meetings of shareholders and Shareholders' circular resolutions.

12.1. Powers and voting rights

(i) Resolutions of the shareholders are adopted at a general meeting of shareholders (the General Meeting) or by way of circular resolutions (the Shareholders' Circular Resolutions).

(ii) When resolutions are to be adopted by way of Shareholders' Circular Resolutions, the text of the resolutions is sent to all the shareholders, in accordance with the Articles. Shareholders' Circular Resolutions signed by all the shareholders are valid and binding as if passed at a duly convened and held General Meeting, and bear the date of the last signature.

(iii) Each share gives entitlement to one (1) vote.

12.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders are convened to General Meetings or consulted in writing on the initiative of any managers or shareholders representing more than one-half of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting is given to all shareholders at least eight (8) days prior to the date of the meeting, except in the case of an emergency whose nature and circumstances are set forth in the notice.

(iii) General Meetings are held at the time and place specified in the notices.

(iv) If all the shareholders are present or represented and consider themselves duly convened and informed of the agenda of the General Meeting, it may be held without prior notice.

(v) A shareholder may grant written power of attorney to another person, shareholder or otherwise, in order to be represented at any General Meeting.

(vi) Resolutions to be adopted at General Meetings or by way of Shareholders' Circular Resolutions are passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting or first written consultation, the shareholders are convened by registered letter to a second General Meeting or consulted a second time, and the resolutions are adopted at the second General Meeting or by Shareholders' Circular Resolutions by a majority of the votes cast, irrespective of the proportion of the share capital represented.

(vii) The Articles are amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

(viii) Any change in the nationality of the Company and any increase in a shareholder's commitment to the Company require the unanimous consent of the shareholders.

Art. 13. Sole shareholder.

13.1. When the number of shareholders is reduced to one (1), the sole shareholder exercises all powers granted by the Law to the General Meeting.

13.2. Any reference in the Articles to the shareholders and the General Meeting or to Shareholders' Circular Resolutions is to be read as a reference to the sole shareholder or the shareholder's resolutions, as appropriate.

13.3. The resolutions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 14. Financial year and Approval of annual accounts.

14.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

14.2. The Board prepares the balance sheet and profit and loss account annually, together with an inventory stating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising its commitments and the debts owed by its manager(s) and shareholders to the Company.

14.3. Any shareholder may inspect the inventory and balance sheet at the registered office.

14.4. The balance sheet and profit and loss account are approved at the annual General Meeting or by way of Shareholders' Circular Resolutions within six (6) months following the closure of the financial year.

Art. 15. Auditors.

15.1. When so required by law, the Company's operations are supervised by one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés).

15.2. The shareholders appoint the approved external auditors, if any, and determine their number and remuneration and the term of their mandate, which may not exceed six (6) years but may be renewed.

Art. 16. Allocation of profits.

16.1. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the legal reserve required by the Law (the Legal Reserve). That allocation to the Legal Reserve will cease to be required as soon and as long as such Legal Reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed share capital of the Company. Any amounts attributed to the Legal Reserve may be distributed only to the holders of the Ordinary Shares.

16.2. The sole shareholder or the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of. It may decide to allocate the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision reserve, to carry it forward to the next following financial year or to distribute it to the shareholders. If profits are to be distributed to the shareholders, then the Income Profits and the Remaining Profits will be distributed only to the holders of the Ordinary Shares and the Capital Gain Profits will be distributed only to the holders of the Redeemable Shares.

16.3. The sole shareholder or the shareholder's meeting may decide to pay interim dividends on the basis of the interim accounts prepared by the Board of Managers showing sufficient funds available for distribution provided that:

(i) the amount to be distributed does not exceed profits realized since the end of the financial year increased by profits carried forward and distributable reserves and decreased by losses carried forward and any sums to be allocated to the reserves required by the Law or by these Articles;

(ii) the Board must make the decision to distribute interim dividends within two (2) months from the date of the interim accounts; and

(iii) the rights of the Company's creditors are not threatened, taking the assets of the Company.

16.4. The Income Profits will be distributed only to the holders of the Ordinary Shares, Capital Gain Profits will be distributed only to the holders of the Redeemable Shares and the Remaining Profits will be distributed only to the holders of the Ordinary Shares, in each case in accordance with the provisions of article 5.7.

VI. Dissolution - Liquidation

17.1 The Company may be dissolved by a decision of the sole shareholder or by a decision of the general meeting voting with the same quorum and majority as for the amendment of these Articles, unless otherwise provided by the Law.

17.2 Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the sole shareholder or by the general meeting of shareholders, which will determine their powers and their compensation.

17.3 After payment of all the debts of and charges against the Company and of the expenses of liquidation, the net assets shall be distributed equally to the holders of the Shares on pro rata basis, provided that:

(i) the Income Profits may be distributed only to the holders of the outstanding Ordinary Shares on pro rata basis;

(ii) the Capital Gain Profits may be distributed only to the holders of the outstanding Redeemable Shares on pro rata basis;

(iii) the Remaining Profits may be distributed only to the holders of the outstanding Ordinary Shares on pro rata basis; and

(iv) the amounts allocated to the Legal Reserve may be distributed only to the holders of the outstanding Ordinary Shares on pro rata basis.

VII. General provisions

18.1 Notices and communications may be made or waived, and Managers' and Shareholders' Circular Resolutions may be evidenced, in writing, by fax, email or any other means of electronic communication.

18.2 Powers of attorney are granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager, in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

18.3 Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements for being deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers' Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference or the Shareholders' Circular Resolutions, as the case may be, are affixed to one original or several counterparts of the same document, all of which taken together constitute one and the same document.

18.4 All matters not expressly governed by these Articles are determined in accordance with the applicable law and, subject to any non-waivable provisions of the law, with any agreement entered into by the shareholders from time to time.

Fourth resolution

The Meeting resolves to amend the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes and to authorise and empower any manager of the Company, any lawyer or employee of Loyens & Loeff in Luxembourg, each acting individually, to proceed on behalf of the Company, to the registration of the newly issued shares in the register of shareholders of the Company and to execute, deliver and perform under any documents (including a notice) necessary or useful for such purpose.

Estimate of costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately two thousand Euros (EUR 2,000.-).

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version. At the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version shall prevail.

Whereof, the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the proxyholder of the appearing party signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le vingt-septième jour de décembre,

Pardevant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) de l'associé unique de CCP UK Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit Luxembourgeois, ayant son siège social au 16, avenue Pasteur L-2310 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B- 160.971 (la Société).

La Société a été constituée le 17 mai 2011 suivant acte de Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1806, le 8 août 2011. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés pour la dernière fois par acte du notaire instrumentant, le 17 août 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2518, le 10 octobre 2011.

A comparu,

Curzon Capital Partners III S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit Luxembourgeois, ayant son siège social au 16, avenue Pasteur L-2310 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 160.909 (l'Associé Unique),

ici représentée par Régis Galiotto, clerc de notaire, de résidence professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé,

laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes pour être soumise aux formalités de l'enregistrement.

L'Associé Unique a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. Que l'Associé Unique détient toutes les parts sociales dans le capital social de la Société.

II. Que l'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

1. Création de parts sociales remboursables dans le capital social de la Société toutes ayant une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1.-) chacune (les Parts Sociales Remboursables);

2. Conversion de dix (10) parts sociales ordinaires en dix (10) Parts Sociales Remboursables;

3. Modification subséquente et reformulation complète des statuts de la Société;

4. Modification du registre des associés de la Société afin de refléter les changements ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout gérant de la Société, tout avocat ou employé de Loyens & Loeff à Luxembourg, chacun agissant individuellement, pour procéder pour le compte de la Société à l'inscription des parts sociales nouvellement émises dans le registre des associés de la Société et l'enregistrement de la nomination du gérant C prise en vertu de la résolution ci-dessus au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et de réaliser, délivrer ou exécuter tout document (y compris une mention) nécessaire ou utile à cette fin.

5. Divers.

III. Que l'Assemblée a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide de créer des parts sociales remboursables dans le capital social de la Société toutes ayant une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1.-) chacune (les Parts Sociales Remboursables).

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de convertir de dix (10) parts sociales ordinaires en dix (10) Parts Sociales Remboursables.

Troisième résolution

L'Assemblée décide de modifier et de reformuler complètement des statuts de la Société afin qu'ils aient désormais la teneur suivante:

I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Le nom de la société est "CCP III UK Holdings S.à r.l." (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi dans la commune de Luxembourg-ville, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans cette même commune par décision du conseil de gérance. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du conseil de gérance. Lorsque le conseil de gérance estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et dans tous biens immobiliers, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit. La Société peut également investir dans l'immobilier quelles qu'en soient les modalités d'acquisition, notamment mais sans que ce soit limitatif, l'acquisition par la vente ou l'exercice de sûretés.

3.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de titres et instruments de toute autre nature. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment, les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3. La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1. L'entière du capital social de la Société est fixé à quarante-six mille deux cent trente et une Livres Sterling (GBP 46.231,-) et est représenté par (i) quarante-six mille deux cent vingt et une (46,221) parts sociales ordinaires sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1.-) chacune (les Parts Sociales Ordinaires), toutes souscrites et entièrement libérées et (ii) dix (10) parts sociales remboursables (les Parts Sociales Remboursables) toutes sous forme nominative ayant une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1.-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2. Chaque détenteur d'une Part Sociale Ordinaire est ci-après individuellement désigné comme un Associé Ordinaire et les détenteurs des Parts Sociales Ordinaires sont ci-après collectivement désignés comme les Associés Ordinaires.

5.3. Chaque détenteur de Parts Sociales Remboursables est individuellement ci-après désigné un Associé PSR, et les détenteurs des Parts Sociales Remboursables sont collectivement ci-après désignés les Associés PSR.

5.4. Les Parts Sociales Ordinaires et les Parts Sociales Remboursables sont collectivement ci-après désignées les Parts Sociales. Les Associés Ordinaires et les Associés PSR sont ci-après collectivement désignés comme les Associés.

5.5. La Société peut maintenir un compte spécial de réserve de capital et/ou un compte de prime d'émission à l'égard des Parts Sociales et tout montant ou valeur de tout apport/prime payé(e) en relation avec les Parts Sociales sera enregistré sur ce compte. Les montants ainsi enregistrés sur ces comptes constitueront des réserves librement distribuables de la Société et seront disponibles pour distribution aux Associés, tel qu'indiqué dans ces Statuts.

5.6. Le montant du compte spécial de réserve de capital et/ou le compte de prime d'émission peut être utilisé aux fins de remboursement et/ou de rachat des Parts Sociales conformément à l'article 7 des présents Statuts, pour compenser toutes pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux Associés ou pour affecter des fonds à la réserve légale de la Société.

5.7. Au cas où les Associés décident de distribuer des bénéfices, les bénéfices devront être distribués de la manière suivante:

(i) les détenteurs des Parts Sociales Ordinaires auront droit, au pro rata, à tous les bénéfices distribuables réalisés par la Société provenant de revenus en relation avec les actifs et investissements de la Société (en ce compris mais non limité aux dividendes, intérêts et autres gains constituant un revenu aux fins de considérations fiscales au Royaume-Uni) (ensemble les Profits de Revenu); et

(ii) tout profit distribuable provenant de plus-values en relation avec les actifs et les investissements de la Société, sont les montants autres que les Profits de Revenu (incluant, mais non limités aux plus-values, boni de liquidation et produits de vente) (ensemble les Profits de Plus-Values) peut être distribué aux seuls Associés PSR au pro rata et sur base pari passu; et

(iii) tout profit autre que les Profits de Revenu et Profits de Plus-Values (les Profits Restant) sera distribué aux Associés Ordinaires au pro rata et sur base pari passu.

5.8 A des fins de clarification, des profits pourront être distribués aux Associés à condition que les Associés décident d'une telle distribution.

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Chaque Part Sociale donne à son détenteur le droit à un vote aux assemblées générales des Associés. De la détention d'une part sociale découle implicitement l'acceptation de ces Statuts et les résolutions de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés.

6.2. Les parts sociales sont indivisibles en ce qui concerne la Société.

6.3. Les co-détenteurs de Parts Sociales doivent être représentés envers la Société par un mandataire, nommé parmi eux ou non.

6.4. L'associé unique peut transférer librement ses Parts Sociales lorsque la Société est composée d'un associé unique. Les Parts Sociales peuvent être transférées librement entre les Associés lorsque la Société est composée de plusieurs associés. Les Parts Sociales peuvent être transférées à des non-associés uniquement avec l'accord préalable de l'assemblée générale des associés représentant au moins trois quarts du capital social.

6.5. Une cession de Parts Sociales doit être constaté par un acte notarial ou par un acte sous seing privé. Une telle cession n'est opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil.

Art. 7. Remboursement et/ou Rachat de Parts Sociales.

7.1. Au cours de tout exercice social, la Société peut rembourser et/ou racheter, au choix de son associé unique ou de ses associés, toutes les Parts Sociales Remboursables (et, par suite, toutes les Parts Sociales Ordinaires) au prix de rachat déterminé par le Conseil et approuvé par l'associé unique ou par les Associés (le Prix de Remboursement).

7.2. Le remboursement et/ou rachat des Parts Sociales conformément au présent article 7 de ces Statuts, est permis à condition que:

(i) toutes les Parts Sociales Remboursables soient toujours remboursées et/ou rachetées en intégralité au même moment, étant entendu que les Parts Sociales Ordinaires peuvent être remboursées et/ou rachetées en intégralité uniquement après le remboursement et/ou le rachat de toutes les Parts Sociales Remboursables;

(ii) les actifs nets de la Société, tel que montré par les comptes intermédiaires de la Société à préparer par le conseil de gérance, ne soient pas ou ne tombent pas, suite au rachat, en-dessous du montant du capital social de la Société augmenté des réserves qui ne sont pas distribuables en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg et/ou des présents Statuts;

(iii) le Prix de Remboursement n'excède pas le montant des bénéfices de l'exercice social en cours augmenté de tous les bénéfices reportés et de tous montants prélevés des réserves disponibles de la Société à cette fin, diminués de toutes pertes de l'exercice social en cours, de toutes pertes reportées et des sommes devant être affectées à la réserve conformément aux lois du Grand-Duché de Luxembourg et des présents Statuts; et

(iv) le remboursement et/ou le rachat est faite dans le contexte d'une réduction du capital social de la Société. Le remboursement et/ou rachat devra être décidé par les associés conformément à l'article 12 des présents Statuts. Aux fins de clarification, le montant de la réduction de capital sera payé aux détenteurs de la classe de parts sociales sujettes à un tel remboursement et/ou au rachat.

7.3. Les Parts Sociales Ordinaires peuvent être remboursées et/ou rachetées uniquement après le remboursement et/ou le rachat de toutes les Parts Sociales Remboursables.

7.4. En cas de réduction du capital social par remboursement et/ou rachat et annulation des Parts Sociales Remboursables, les Parts Sociales Remboursables donnent droit à leurs détenteurs, au pro rata de leur détention, au Montant Disponible (ou tout autre montant décidé par l'Assemblée Générale en conformité avec les conditions prescrites pour la modification des Statuts à condition cependant que cet autre montant ne soit jamais supérieur au Montant Disponible), déterminé dans chaque cas sur base des comptes intermédiaires de la Société à une date au plus tôt huit (8) jours avant la date de remboursement et/ou de rachat et d'annulation des Parts Sociales Remboursables.

7.5. Le Montant Disponible en relation avec les Parts Sociales Remboursables sera égal au montant total des Profits de Plus-Values de la Société (en ce compris tous Profits de Plus-Value reporté) dans la mesure où les associés et/ou le

conseil de gérance ait/aient droit aux distributions de dividendes conformément à l'article 16 des Statuts, augmenté par (i) toutes réserves librement distribuables (incluant le compte spécial de réserve et/ou le compte de prime d'émission) et (ii) le cas échéant, par le montant de la réduction du capital social en relation avec les Parts Sociales Rachetables devant être annulées, mais réduit par (i) toutes pertes (en ce compris les pertes reportées) and (ii) toutes sommes devant être placées dans la/les réserve(s) conformément aux conditions requises par la loi ou par les Statuts, dans chaque cas conformément aux comptes intermédiaires en question (sans double comptage).

7.6. A des fins de clarification, le Montant Disponible peut ne pas comprendre tous Profits de Revenu (en ce compris les Profits de Revenu reportés).

7.7. En cas de remboursement et/ou de rachat des Parts Sociales Ordinaires, le Prix de Remboursement pourra inclure les Profits de Revenu (incluant les Profits de Revenu reportés) et les Profits Restants (incluant les Profits Restants reportés), mais non les Profits de Plus-Values.

7.8. En cas de remboursement et/ou de rachat des Parts Sociales Remboursables, le Prix de Remboursement pourra inclure les Profits de Plus-Values (en ce compris les Profits de Plus-Values reportés), mais non les Profits de Revenu.

7.9. Le montant du compte spécial de réserve et/ou le compte de prime d'émission peut être utilisé(s) aux fins de remboursement/rachat de chaque classe de Parts Sociales.

III. Gestion - Représentation

Art. 8. Nomination et Révocation des gérants.

8.1. La Société est gérée par au moins trois (3) gérants nommés par une résolution des Associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas nécessairement être associés.

8.2. Les gérants et tout gérant supplémentaire ou de remplacement nommé à la Société, peut être révoqué à tout moment, avec ou sans cause, par une résolution des associés.

Art. 9. Conseil de gérance.

9.1. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent le conseil de gérance (le Conseil), constitué d'un gérant de catégorie A (le Gérant A) et de deux gérants de catégorie B ou plus (les Gérants B) (le Gérant A et les Gérants B sont collectivement désignés ici comme les Gérants).

9.2. Pouvoirs du conseil de gérance

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à ou aux associé(s) sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

9.3. Procédure

(i) Le Conseil se réunit sur convocation d'au moins un gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, est au Luxembourg.

(ii) Il est donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir parfaitement eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés et au moins un (1) gérant A et au moins un (1) gérant B sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés et au moins un (1) gérant A et au moins un (1) gérant B sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

(vi) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visio-conférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(vii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (les Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

9.4. Représentation

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par la seule signature de son Gérant A ou par la signature conjointe de deux Gérants B.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

Art. 10. Gérant unique.

10.1. Si la Société est gérée par un gérant unique, toute référence dans les Statuts au Conseil ou aux gérants doit être considérée, le cas échéant, comme une référence au gérant unique.

10.2. La Société est engagée vis-à-vis des tiers par la signature du gérant unique.

10.3. La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

Art. 11. Responsabilité des gérants.

11.1. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV. Associé(s)

Art. 12. Assemblées générales des associés et Résolutions circulaires des associés.

12.1. Pouvoirs et droits de vote

(i) Les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (l'Assemblée Générale) ou par voie de résolutions circulaires (les Résolutions Circulaires des Associés).

(ii) Dans le cas où les résolutions sont adoptées par Résolutions Circulaires des Associés, le texte des résolutions est communiqué à tous les associés, conformément aux Statuts. Les Résolutions Circulaires des Associés signées par tous les associés sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une Assemblée Générale valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

12.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les associés sont convoqués aux Assemblées Générales ou consultés par écrit à l'initiative de tout gérant ou des associés représentant plus de la moitié du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence sont précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Les Assemblées Générales seront tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

(iv) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(v) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vi) Les décisions à adopter par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale ou première consultation écrite, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale ou consultés une seconde fois, et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(vii) Les Statuts sont modifiés avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

(viii) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

Art. 13. Associé unique.

13.1. Dans le cas où le nombre des associés est réduit à un (1), l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale.

13.2. Toute référence dans les Statuts aux associés et à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier.

13.3. Les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 14. Exercice social et Approbation des comptes annuels.

14.1. L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente et un (31) décembre de chaque année.

14.2. Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des associés envers la Société.

14.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

14.4. Le bilan et le compte de profits et pertes sont approuvés par l'Assemblée Générale annuelle ou par Résolutions Circulaires des Associés dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social.

Art. 15. Réviseurs d'entreprises.

15.1. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés, dans les cas prévus par la loi.

15.2. Les associés nomment les réviseurs d'entreprises agréés, s'il y a lieu, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, lequel ne peut dépasser six (6) ans. Les réviseurs d'entreprises agréés peuvent être renommés.

Art. 16. Affectation des profits.

16.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi (la Réserve Légale). Cette affectation à la Réserve Légale cesse d'être exigée si tôt et aussi longtemps que la réserve légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social souscrit de la Société. Tout montant affecté à la Réserve Légale peut uniquement être distribué aux détenteurs des Parts Sociales Ordinaires.

16.2. L'associé unique ou l'assemblée générale des Associés déterminent l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Il pourra être décidé d'allouer l'entièreté ou une partie de ce solde à une réserve ou à une réserve de provision, de le reporter au prochain exercice social ou de le distribuer aux associés. Lorsque les bénéfices sont à distribuer aux associés, les Profits de Revenu et les Profits Restants seront alors uniquement distribués aux détenteurs des Parts Sociales Ordinaires et les Profits de Plus-Values seront eux uniquement distribués aux détenteurs des Parts Sociales Remboursables.

16.3. L'associé unique ou l'assemblée générale des associés peut décider de payer des dividendes intérimaires sur base des comptes intérimaires établis par le Conseil attestant de fonds disponibles suffisant aux fins de distributions, aux conditions suivantes:

(i) le montant à distribuer ne peut excéder le montant des profits réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmenté des profits reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter aux réserves telles que prescrites par la Loi ou par les présents Statuts;

(ii) le Conseil doit prendre la décision de distribuer des dividendes intérimaires dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires; et

(iii) les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés, compte tenu des actifs de la Société.

16.4. Les Profits de Revenu seront distribués uniquement aux détenteurs des Parts Sociales Ordinaires, les Profits de Plus-Values uniquement aux détenteurs des Parts Sociales Remboursables et les Profits Restants uniquement aux détenteurs de Parts Sociales Ordinaires, dans chaque cas conformément aux dispositions de l'Article 5.7.

VI. Dissolution - Liquidation

17.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, adoptée par le même quorum et la même majorité que pour les modifications de Statuts, sauf dispositions contraires de la Loi.

17.2. En cas de liquidation de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes naturelles ou des personnes morales), nommés par l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés, qui détermine leur pouvoirs et rémunération.

17.3. Le boni de liquidation, après le paiement des dettes, des charges de la Société et des frais de liquidation, est distribué de manière égale aux détenteurs des Parts Sociales au pro rata, à condition que:

(i) les Profits de Revenu peuvent uniquement être distribués aux détenteurs des Parts Sociales Ordinaires en circulation, au pro rata;

(ii) les Profits de Plus-Values peuvent uniquement être distribués aux détenteurs de Parts Sociales Remboursables en circulation, au pro rata;

(iii) les Profits Restants peuvent uniquement être distribués aux détenteurs de Parts Sociales Ordinaires en circulation, au pro rata;

(iv) les montants alloués à la Réserve Légale peuvent uniquement être distribués aux détenteurs de Parts Sociales Ordinaires en circulation, au pro rata.

VII. Dispositions générales

18.1. Les convocations et communications, respectivement les renoncations à celles-ci, sont faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Circulaires des Associés sont établies par écrit, téléfax, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

18.2. Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un Gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

18.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants, des résolutions adoptées par le Conseil par téléphone ou visioconférence et des Résolutions Circulaires des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

18.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord présent ou futur conclu entre les associés.

Quatrième résolution

L'Assemblée décide de modifier le registre des associés de la Société afin de refléter les modifications ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout gérant de la Société, tout avocat ou employé de Loyens & Loeff à Luxembourg, chacun agissant individuellement, pour procéder pour le compte de la Société à l'inscription des parts sociales nouvellement émises dans le registre des associés de la Société et réaliser, délivrer et exécuter tout document (y compris une mention) nécessaire ou utile à cette fin.

Estimation des frais

Le comparant a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ deux mille Euros (2.000.- EUR).

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, le mandataire du comparant a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 3 janvier 2013. Relation: LAC/2013/493. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 18 février 2013.

Référence de publication: 2013025757/705.

(130031545) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 février 2013.

Alexis Project Contractors S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 30.986,69.

R.C.S. Luxembourg B 69.763.

— EXTRAIT

Par décision de la société Audit Incorporation & Management Services S.C., agent domiciliaire de la société ALEXIS PROJECT CONTRACTORS S.A.:

Nous déclarons par la présente la dénonciation avec effet immédiat du siège fixé au 12D Impasse Drosbach, L-1882 Luxembourg de la société ALEXIS PROJECT CONTRACTORS S.A. inscrite sous le numéro du RCS Luxembourg B 69 763, déjà notifiée aux administrateurs par lettre recommandée du 28 février 2013.

Luxembourg, le 28 février 2013.

Pour Audit Incorporation & Management Services S.C.

ALEXIS PROJECT CONTRACTORS S.A.

Le domiciliaire

Référence de publication: 2013029651/17.

(130036210) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} mars 2013.

Barnes & Fitch S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 164.378.

Extrait de la résolution adoptée par les Gérants de la société en date du 25 février 2013:

Le siège social de la société est transféré avec effet au 1^{er} mars 2013 du 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg au 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg.

Il est également porté à la connaissance de tous que l'adresse:

- des gérants, à savoir Christian Tailleur et James Body, a fait l'objet d'un changement d'adresse.

La nouvelle adresse est la suivante: 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg.

Luxembourg, le 1^{er} mars 2013.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2013029679/17.

(130036767) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} mars 2013.

Financière Européenne de l'Immobilier S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 110.540.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait

Par jugement rendu en date du 21 février 2013, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, après avoir entendu le juge-commissaire en son rapport oral, le liquidateur et le Ministère Public en leurs conclusions, déclare closes pour insuffisance d'actif les opérations de liquidation de la société anonyme FINANCIERE EUROPEENNE DE L'IMMOBILIER S.A., avec siège social à L-2430 Luxembourg, 18-20, rue Michel Rodange, dénoncé en date du 20 mai 2009.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Pierre-Yves MAGEROTTE

Le liquidateur

Référence de publication: 2013029793/17.

(130036028) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} mars 2013.

Neos Consulting, Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 75, Parc d'Activités.

R.C.S. Luxembourg B 100.971.

DISSOLUTION

L'an deux mille douze, le vingt-sept décembre.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

A comparu:

Monsieur Riccardo MANDELLI, né le 10 janvier 1975 à Merate (Italie) avec adresse professionnelle à Via Balestra 33, CH-6900 Lugano (Suisse),

ici représenté par Max MAYER, employé privé, demeurant professionnellement à L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Laquelle procuration après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, restera ci-annexée pour être formalisée avec le présent acte.

Lequel comparant, par son représentant susnommé, a requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit ses déclarations et constatations:

I. Qu'il est le seul actionnaire de la société anonyme NEOS CONSULTING, avec siège social à L-8308 Capellen, 75, Parc d'activités, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 100971, constituée

suivant acte reçu par Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven, le 19 mai 2004, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 749 du 21 juillet 2004, modifiée par acte reçu par Anja HOLTZ, notaire alors de résidence à Wiltz, le 17 juin 2010, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 1893 du 14 septembre 2010.

II. Que le capital social est fixé à trente et un mille euros (31.000 EUR) divisé en cent (100) actions sans désignation de la valeur nominale.

III. Que le comparant est propriétaire de toutes les actions de la susdite société anonyme NEOS CONSULTING.

IV. Que l'activité de la société anonyme NEOS CONSULTING ayant cessé et que le comparant prononce la dissolution anticipée de la prédite société avec effet immédiat et sa mise en liquidation.

V. Que le comparant, en tant qu'actionnaire unique, se désigne comme liquidateur de la société.

VI. Qu'en cette qualité, il requiert le notaire instrumentant d'acter qu'il déclare avoir transféré tous les passifs et les actifs de la société anonyme NEOS CONSULTING à son profit. De ce fait le comparant est investi de tous les éléments passifs et actifs de la société et répondra personnellement de tout le passif social et de tous les engagements de la société même inconnus à ce jour.

VII. Que partant, la liquidation de la société anonyme NEOS CONSULTING est à considérer comme faite et clôturée.

VIII. Que décharge pleine et entière est accordée aux administrateurs de la société pour l'exécution de son mandat jusqu'à ce jour.

IX. Qu'il y a lieu de procéder à l'annulation d'actions.

X. Que les livres et documents de la société dissoute seront conservés pendant cinq ans au moins à l'ancien siège social de la société dissoute.

Frais

Le montant des frais incombant en raison des présentes est estimé à sept cent cinquante euros.

Dont acte, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, connu du notaire instrumentant par nom, prénom, état et demeure, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Max MAYER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 4 janvier 2013. Relation GRE/2013/109. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 25 février 2013.

Référence de publication: 2013027967/51.

(130033530) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2013.

Adventura Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 156.213.

—
Veuillez noter que, suite à la décision de l'Associé unique de la Société, intervenue en date du 15 Février 2013,

- Robert van't Hoeft démissionne du poste de gérant de catégorie B avec effet au 15 Février 2013;

- Fabrice Mas, né le 24 Avril 1979 à Meaux, République Française, de nationalité française et résidant professionnellement au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, est nommé au poste de gérant de catégorie B avec effet au 15 Février 2013.

Par conséquent, à partir du 15 Février 2013, le conseil de gérance de la Société est constitué de la manière suivante:

- Fabrice Mas, gérant de catégorie B;

- Jean-Jacques Josset, gérant de catégorie B;

- David Gol, gérant de catégorie A.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Jean Jacques Josset

Gérant B

Référence de publication: 2013030945/20.

(130038328) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2013.
